

Rapport sur la situation internationale adopté par la V^{ème} conférence du Groupe pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire (15-16-17 avril 2017)

Les trois précédentes conférences du Groupe pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, de l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire, ont insisté sur l'importance de la crise économique qui se développe depuis près de dix ans, culminant avec la récession de 2009, comme « *un tournant dans la situation mondiale* »

La II^e conférence du Groupe insistait dès 2009 : « *avec la crise actuelle, un nouveau stade est franchi. Cette fois-ci, c'est le cœur même de la finance mondiale, les États-Unis et leurs banques, qui sont touchées de plein fouet (et avec elles toutes les banques mondiales). Le cœur de la finance, et plus globalement le cœur de l'économie capitaliste tout court, la puissance impérialiste qui était sortie en position hégémonique de la seconde guerre mondiale et autour de laquelle se sont reconstruits et ordonnés le marché mondial et le système monétaire international* ».

Huit ans après la récession de 2009, le tournant marqué par cette crise s'exprime avant tout par l'incapacité croissante des principales bourgeoisies à la surmonter - ce dont témoigne sa diffusion telle une gangrène à l'ensemble du système capitaliste, tant au niveau de ses piliers institutionnels – États bourgeois, dont l'endettement a atteint un point limite, et banques centrales, dont le bilan s'est considérablement élargi et qualitativement dégradé – qu'à un niveau géographique : partie des États-Unis, la crise s'est ensuite propagée à l'Europe puis désormais de plus en plus aux pays « émergents » et à la Chine, qui étaient pourtant censés en amortir le choc et offrir à l'économie mondiale d'indispensables relais de croissance.

La crise se manifeste également par l'incapacité des principales puissances impérialistes à stabiliser leur emprise sur un nombre croissant de régions du monde – ce qui se traduit par le développement de zones de chaos chronique, et l'extension de ce chaos aux régions environnantes.

Aux prises avec des difficultés insolubles, les principales bourgeoisies connaissent une situation de déchirement interne entre fractions opposées – un phénomène dont les expressions les plus nettes à ce stade sont l'élection de Donald Trump et le vote majoritaire en faveur du « Brexit » en Grande-Bretagne.

Si ces événements augurent d'une situation nouvelle – la question du protectionnisme venant se heurter de front aux conditions dans lesquelles le mode de production capitaliste s'est reconstruit depuis 1945 –, ils n'en annoncent que plus certainement une intensification des assauts contre le prolétariat à tous les niveaux, alors même que la marche à la décomposition du mouvement ouvrier, le désarroi politique ont été encore exacerbés par les développements de la crise.

Une « nouvelle norme » de l'économie capitaliste ?

A leur manière, les « experts » économiques de la bourgeoisie reconnaissent qu'il existe un avant et un après 2009 : ils entendent en effet consacrer les maigres taux de « croissance » affichés par les principaux pays impérialistes comme une « nouvelle norme » (« *new normal* ») - Lagarde préférant pour sa part les termes de « *new mediocre* ». Elle déclarait en avril 2015 : « *Il y a six mois, j'ai averti du risque d'un 'new mediocre' – une faible croissance pour une longue période. Aujourd'hui, nous devons empêcher le 'new mediocre' de devenir la nouvelle réalité* ».

Les notes économiques publiées dans CPS n°64 ont mis en évidence le fait que ces taux de « croissance » actuels, y compris celui des États-Unis, relèvent effectivement d'une médiocrité historique, tout en soulignant la réalité de la baisse tendancielle des taux de profit depuis les années 1970. Mais encore convient-il de confronter ces taux aux moyens sans commune mesure qui ont été engagés en termes d'endettement des États, de plans de « relance » ou de recours aux politiques monétaires : en 2007, la dette fédérale américaine représentait 64% du PIB ; en 2016, cette même dette équivaut à plus de 105% de la richesse produite. Sur la même période, la dette publique du Royaume-Uni est passée de 44% à 90% du PIB, celle de l'Allemagne de 63% à 70%, celle du Japon de 183% à 245% et celle de la France de 64% à près de 100%. Les moyens engagés pour faire face à la crise excèdent de très loin les résultats obtenus.

La faible « croissance » américaine, ou les faibles « reprises » conjoncturelles qui sont affichées en Europe sont donc juchées sur des montagnes de dettes et sont loin d'être en mesure d'avoir un effet d'entraînement de l'économie

mondiale, d'autant plus que les dernières années ont été marquées par la fin des taux de croissance « à deux chiffres » de l'économie chinoise. Au contraire, il n'est pas exagéré d'affirmer que, sans le maintien à bout de bras des Etats impérialistes, sans l'injection massive de capitaux dans les coffres des grands groupes industriels et bancaires, des pans entiers de l'économie capitaliste, pour ne pas parler du mode de production capitaliste lui-même, s'effondreraient rapidement.

Selon la synthèse du FMI, *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2016, la somme des dettes publiques et privées accumulées dans le monde représenterait désormais plus de 225% du PIB mondial, soit 152 000 milliards de dollars. Depuis 2002, ce taux se serait accru de 25 points. Encore faut-il préciser que le FMI ne comptabilise pas dans ce total la dette du « secteur financier ».

Précisément, les montagnes de créances pourries qui ont conduit à l'éclatement de crises bancaires en série depuis 2009 n'ont nullement été liquidées : c'est par le recours au « *shadow banking* » non soumis au « contrôle prudentiel » – autrement dit le transfert de ces titres douteux à des opérateurs non bancaires, fonds d'investissement et assimilés – que les banques sont parvenues à occulter leur passif réel. Selon le Conseil de stabilité financière créé par le G20, le « *shadow banking* » représentait 120% du PIB mondial et 50% des actifs bancaires dès 2013.

Dans des conditions où les « parasites » qui enserrant les forces productives ont crû de manière totalement disproportionnée à la sphère de la production elle-même – au point d'avoir atteint des proportions sans commune mesure avec l'« hôte » dont ils se nourrissent –, le terme de parasitisme employé pour désigner les expédients employés depuis des décennies par le mode de production capitaliste pour aller au-delà de ses limites ne donne plus qu'une idée insuffisante de la réalité.

Recours à la planche à billets et orgie de spéculation

Les notes économiques publiées dans *CPS* n°64 (mars 2017) expliquaient : « *Ces dix dernières années, les principales banques centrales ont ainsi conjointement utilisé l'ensemble de [leurs] moyens à une échelle jamais vue auparavant amenant les taux d'intérêt à des niveaux extrêmement faibles, négatif parfois même. Elles ont pour ce faire gonflé de manière continue leur bilan en émettant de la monnaie de crédit en contrepartie de l'acquisition d'actifs financiers (prêts hypothécaires titrisés, titres de dette publique et à présent obligations privées) auprès des banques et autres institutions financières. Les bilans des principales banques centrales ont ainsi vu leur taille être multipliée par trois ou quatre en l'espace de quelques années. Toutefois, nous le verrons, la faiblesse actuelle des taux d'intérêt n'est pas causée par l'action des banques centrales. Ses actions sont contraintes par les développements à l'œuvre dans la sphère de la production et la faiblesse actuelle des taux est donc d'abord le double reflet des difficultés dans la production de plus-value et de l'existence d'une masse considérable de capital fictif.* »

Résumons : au même titre que l'accroissement direct des dettes souveraines, l'action des banques centrales ces dernières années a consisté à déverser des torrents de liquidités sur les banques privées ; cette politique, qui a permis de soutenir à bout de bras le capital financier des principaux Etats impérialistes, se heurte à l'atonie persistante de la production ; il résulte de ce processus une accumulation de capital fictif qui, ne pouvant être investi dans la production, est à la source d'une nouvelle orgie de spéculation et d'opérations financières coupées de la production réelle. En somme, la crise financière de 2008 n'a été contenue qu'au prix d'opérations qui préparent le surgissement de krachs bien plus terribles pour l'avenir. Cette situation s'exprime jusqu'à la caricature dans le fait que les banques sont prêtes à laisser une partie du capital fictif ainsi généré au sein des banques centrales, à des taux négatifs, au lieu de le réinvestir – bref sont prêtes à payer pour ne pas avoir à subir de dévalorisation plus brutale.

Autre manifestation : l'explosion récente du nombre de fusions-acquisitions effectuées par les grands groupes capitalistes ces dernières années (4600 milliards de dollars de transactions pour la seule année 2015), aboutissant à une survalorisation de nombreuses actions sans le moindre rapport avec les résultats des groupes absorbés. Au contraire : soutenir cette valorisation brutale et artificielle suppose le plus souvent d'organiser des restructurations tout aussi brutales, et d'intensifier autant que possible l'exploitation des travailleurs épargnés, sans qu'en définitive les mesures prises ne permettent de dégager des marges suffisantes pour justifier la « valeur » acquise ou les dividendes versés. La logique du capital financier étouffe littéralement la production.

Vers une nouvelle contraction du marché mondial ?

En 2008-2009, la crise financière puis la récession se sont exprimées au plus haut niveau à travers une chute historique des échanges mondiaux (ils sont passés de 61% à 52% du PIB mondial). Après quelques années de rétablissement relatif, les échanges mondiaux se sont à nouveau légèrement affaiblis dès 2015. Ce pourrait n'être qu'un début : en

septembre 2016, la Chine a ainsi subi une baisse concomitante, brutale, de ses importations (-13,8%) et de ses exportations (-5.5%).

Ce qui est en cause, c'est d'abord la capacité des principales puissances impérialistes à absorber le flux de marchandises produites par les pays dominés. Ainsi, la chute brutale du prix du pétrole des dernières années ne procède pas uniquement d'une « surproduction », imputable notamment à l'Arabie saoudite ; elle découle également de la moindre demande des pays impérialistes, significative d'une moindre activité industrielle (l'Union européenne consommait 12 527 millions de barils par jour en 2014 contre 14 815 en 2007 ; Les Etats-Unis 19 035 mbj contre 20 680 sept ans plus tôt ; le Japon 4208 contre 5014). Une baisse de la demande que la Chine tendait à compenser depuis 2009, ce qu'elle s'avère de moins en moins capable de faire à l'avenir.

En effet, depuis des années, c'est bien l'Etat chinois qui soutient aussi bien les cours de nombreuses matières premières qu'il permet l'écoulement de bon nombre de marchandises produites par les puissances impérialistes. Cette frénésie commerciale était sans commune mesure avec les besoins réels de l'économie chinoise : on doit bel et bien considérer que c'est la Chine, ses plans de « relance » qui ont joué le rôle majeur pour limiter l'étendue de la récession de 2009. La décélération de la croissance chinoise, la fin des taux de croissance « à deux chiffres », fatidique dans un contexte de crise persistante au sein des métropoles impérialistes, amène aujourd'hui une fraction croissante des dirigeants du PCC à une remise en cause de cette politique au profit d'une concurrence plus agressive vis-à-vis de ses anciens clients.

L'extension de la crise à la Chine : un péril majeur pour l'ensemble du mode de production capitaliste

L'article consacré à la Chine publié dans *CPS* n°58 (« *L'amorce d'un tournant dans la situation économique : quelles conséquences politiques ?* ») indiquait : « *les derniers développements de la situation économique en Chine ne doivent plus seulement être vus comme une conséquence de la crise du capitalisme mais comme un nouveau moment de cette crise, le lieu de son développement le plus intense actuellement. A partir de 2009, les gigantesques plans de relance mis en œuvre par Pékin ont permis de soutenir l'économie mondiale dans son ensemble. Aujourd'hui, ce sont en partie les contradictions enfouies en 2009 qui resurgissent, et l'approfondissement du ralentissement économique en Chine va durablement peser sur l'économie mondiale. Cela découle du poids économique de plus en plus important de la Chine – 15% du PIB mondial et près de 25% de la production manufacturière globale – et de sa pleine intégration au marché mondial.* »

Dès 2014, le ralentissement important de la croissance chinoise, se répercutant sur les importations, a joué un rôle majeur dans la chute des cours de matières premières et l'extension de la crise aux pays dits « émergents », faisant des ravages au sein de ces pays. L'effondrement de la bourse de Shanghai en 2015 a également constitué un signal inquiétant.

Pour autant, tout cela ne constitue que la pointe émergée d'un immense iceberg qui pourrait faire sombrer l'ensemble de l'économie capitaliste mondiale dans une récession autrement plus violente que celle de 2009. D'une part, parce que l'immense somme de crédits déversée par l'Etat chinois aux entreprises peine désormais à être investie de manière rentable – conduisant la bureaucratie à effectuer des purges incontournables et à sacrifier une partie de ses membres sur l'autel de ses intérêts généraux. D'autre part, parce que les stocks de produits et de matières premières détenus par la Chine atteignent désormais des proportions insoutenables – parfois supérieurs à une année de la production mondiale. Ainsi, la Chine est devenue le deuxième producteur mondial de maïs en quelques années et a soutenu pendant cette période la spéculation en rachetant la production chinoise à des prix nettement supérieurs aux cours des marchés : elle détiendrait désormais plus de la moitié des stocks mondiaux et a annoncé vouloir « libéraliser » le marché au cours de l'année 2016, au risque de plonger immédiatement nombre de paysans chinois dans la misère, voire de provoquer une chute brutale des cours mondiaux. Idem pour le coton : la Chine et l'Inde ont déclaré conjointement vouloir se délester de leurs stocks gigantesques, ce qui dans certaines conditions, pourrait conduire à l'effondrement de la production mondiale. Tout le reste est à l'avenant.

Quant au pétrole, *La Tribune* du 30/9/2016 indiquait : « *Des capacités de stockage bien au-delà des estimations "officielles". Fin 2014, la Chine possédait quelque 2.100 réservoirs pouvant abriter 900 millions de barils de pétrole : c'est "quatre fois plus" que les données rapportées par le site référent en la matière, TankTerminals, selon un communiqué d'Orbital Insight. D'après l'entreprise américaine de logiciels et d'analyses géospatiales, ces entrepôts étaient "jusqu'à inconnus des organisations internationales"* ». Situation commentée en ces termes par une responsable de Standard & Poors : « *Maintenant que la Chine a acheté tant de pétrole à moindre prix pour remplir ses réserves stratégiques, dont personne ne sait combien elles contiennent réellement, si l'Opep décide de geler [la production] et essaie de faire remonter les prix, [Pékin] sera en mesure de les faire redescendre parce qu'ils pourront*

choisir de ne pas acheter à un prix plus haut et simplement d'utiliser leurs réserves ou de commencer à exporter eux-mêmes - comme ils l'ont fait pour les autres produits de base. »

En d'autres termes : l'extension de la crise du capitalisme à la Chine est porteuse d'un risque majeur qu'une crise de surproduction, jusque-là relativement contenue, n'éclate – ce qui constituerait un bouleversement.

Destruction de forces productives

Ainsi, ce serait encore bien peu dire que d'affirmer, sur la base des éléments évoqués plus haut, que le capitalisme en crise mangerait son blé en herbe, en faisant reposer ses faibles taux de croissance sur un gigantesque matelas de dettes. En réalité, si jusqu'à maintenant l'échéance d'une crise de surproduction massive a été repoussée, le fait est que l'essor relatif de forces productives (accompagnée d'une destruction de forces productives en Europe et en Amérique) qui avait été permis par le rétablissement du capitalisme en Chine, en Russie et à l'est de l'Europe a pris fin, et que la marche à l'élimination pure et simple de forces productives, même si elle reste sans commune mesure avec la « purge » nécessaire à une véritable « relance » du capitalisme, est une réalité.

Réagissant au plus faible taux de croissance chinois des 25 dernières années (6,9% en 2015), le Parti communiste chinois a annoncé en 2016 un gigantesque plan de licenciements de 6 millions d'ouvriers en particulier dans les secteurs du BTP, de l'industrie lourde et du charbon. En cause, officiellement : l'existence d' « entreprises zombies » artificiellement maintenues en activité par les dépenses publiques de l'Etat chinois, sans débouchés ni profits... ce qui n'est guère une trouvaille dans une situation où, depuis des années, en Chine tout particulièrement, mais aussi bien dans l'ensemble des pays capitalistes dits « avancés », les Etats maintiennent sciemment à flot nombre d'entreprises capitalistes de leurs pays par le creusement des dettes publiques. La vérité, c'est que le mythe d'un accroissement de la demande intérieure chinoise, venant suppléer à l'insuffisance de la demande extérieure, s'effondre en même temps que le marché mondial tend à se contracter, en conséquence de l'incapacité des principales puissances impérialistes à absorber les flots de marchandises créées par l'« atelier du monde ».

En écho, a retenti l'annonce par Volkswagen du « plan d'avenir », un plan de 30 000 suppressions de postes que la Direction négociait depuis des semaines avec les appareils syndicaux en Allemagne (v. CPS n°63), un pays qui faisait jusqu'à présent figure d'exception dans une Union européenne durement touchée par la concurrence chinoise ou américaine. Si des objectifs de « compétitivité » sont invoqués par les dirigeants du groupe allemand, le fait est que le recul de la demande chinoise est la cause majeure de cette restructuration.

Ces développements qui frappent l'appareil productif du mode de production capitaliste au cœur de son industrie, dont les répercussions sur d'autres secteurs sont inévitables, ne font qu'annoncer d'autres restructurations possibles à mesure que la crise connaîtra de nouveaux développements. Le chômage réel atteint, d'ores et déjà, des proportions sans précédent, que les « taux de chômage » officiels maquillent grossièrement : en 2015, le « taux d'emploi » évalué par l'OCDE, c'est-à-dire la proportion des adultes « d'âge actif » exerçant une « activité rémunérée » dans l'ensemble des pays membres, était de 66,3% - soit plus du tiers de la population active n'exerçant pas d'emploi -, tandis qu'Eurostat n'admettait pour la même année, à l'échelle européenne, qu'un taux de chômage légèrement supérieur à 9%.

L' « Union » européenne toujours plus fragile

Depuis 2009, parmi les puissances impérialistes, c'est probablement en Europe qu'a été payé le plus lourd tribut à la crise : à l'exception de l'Allemagne, aucun des principaux pays du Vieux Continent n'a retrouvé à ce jour des niveaux de production équivalents à ceux de la période antérieure, en particulier sur le plan de la production industrielle. Tandis que les dettes souveraines et chaque exercice budgétaire des Etats ont depuis longtemps dépassé les limites des « critères de convergence » théoriquement invoqués pour justifier l'adhésion à l'Union européenne, la crainte d'un éclatement de cette « Union », d'une dislocation de la zone euro, ressurgissent et se précisent à échéance régulière et de plus en plus rapprochée.

Ainsi, à deux reprises, en 2011 et en 2015, les chefs des gouvernements grecs ont agité la menace de recourir à un référendum en protestation contre les exigences insoutenables de l'Union européenne, de la BCE et du FMI. Le 5 juillet 2015, le gouvernement Tsipras-Kammenos (Syriza-Grecs indépendants) allait au bout de la manoeuvre... pour aussitôt revenir sur le vote majoritairement favorable au rejet de l' « accord » imposé par la « Troïka ». Rejeter effectivement l' « accord » qui a finalement été conclu aurait impliqué de rompre avec l'Union européenne, de s'engager vers une sortie de la Grèce hors de la zone euro : au pied du mur, le gouvernement Tsipras-Kammenos

décidait de se plier aux injonctions du capital financier et de ses affidés dans leur pays, au détriment de la volonté des masses grecques.

Mais le fait est qu'il est sans doute possible à un gouvernement au service de la bourgeoisie, a fortiori dans un pays dominé par l'impérialisme, de piétiner les masses : c'est une autre affaire lorsque le déchirement traverse jusqu'aux sommets de la bourgeoisie d'une métropole impérialiste. En juin 2016, le référendum sur le « Brexit », imposé cette fois par d'importantes fractions de la bourgeoisie britannique et de son personnel politique, jusqu'au sein du gouvernement Cameron (v CPS n°61), aboutissait lui aussi à un vote majoritaire en faveur de la sortie hors de l'UE.

Ces faits soulignent à quel point les bourgeoisies européennes – à l'exception de la bourgeoisie allemande - sont aujourd'hui tiraillées entre la nécessité de continuer à s'intégrer au marché commun et la volonté d'en finir avec les contraintes de plus en plus insupportables qu'implique, pour chacune d'entre elles, le maintien de l'adhésion à l'UE. A plusieurs reprises, l'état des banques portugaises, italiennes a lui aussi réveillé le spectre d'une sortie de la zone euro autrement plus problématique que dans le cas grec.

La contradiction est particulièrement violente pour les pays membres de la zone euro – alors même que la « monnaie européenne » pèse chaque jour davantage sur l'économie de la quasi-totalité des pays qui l'ont adoptée. L'impossibilité de recourir directement aux politiques d'« assouplissement quantitatif », à l'instar des Etats-Unis ou du Japon, la concurrence douloureuse des autres pays sur le marché mondial, la domination de fait des principales puissances européennes sur les pays plus faibles économiquement, la persistance de la concurrence entre pays membres, enfin la tendance au reflux du commerce mondial ne peuvent que conduire à de nouveaux développements dans le sens d'une dislocation de l'Union européenne.

Aux racines de la crise de 2009 : l'impérialisme, stade suprême du capitalisme

La crise du capitalisme n'a pas commencé en 2009 : c'est en 1914 que le mode de production capitaliste a enterré ses capacités progressistes, capacités de développement des forces productives, dans la boue et le sang des tranchées où il a fait mourir des millions d'hommes. Tous les traits parasitaires que l'impérialisme américain a portés à un niveau inouï après la fin de la seconde guerre mondiale ont été résumés par Lénine en 1916 :

« 1) Concentration à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle actif est décisif dans la vie économique 2) Fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce "capital financier", d'une oligarchie financière 3) L'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière 4) Formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde 5) Fin du partage territorial du globe entre les grandes puissances impérialistes.

L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire entre les plus grands pays capitalistes. »

Après la fin de la seconde guerre mondiale, le capitalisme a été reconstruit dans des conditions originales où, à la faveur d'une sainte-alliance contre-révolutionnaire avec la bureaucratie du Kremlin, l'impérialisme américain – réglant en quelque sorte le problème qui avait été soulevé sans être résolu par la guerre de 1914 – a pris la place centrale, dominante, et pris en main aussi bien la reconstruction des économies des autres pays capitalistes et des Etats bourgeois qu'à une échelle supérieure, la reconstruction du marché mondial et la réorganisation de la division internationale du travail, toutes deux étendues à un degré sans précédent. Mais la reconstruction du capitalisme a pris d'emblée les traits réactionnaires du capitalisme pourrissant – ceux du parasitisme, du système de crédit international et de l'exportation de capitaux précédant et ordonnant la production et l'échange des marchandises, du pillage des pays dominés par l'impérialisme et de la surexploitation des travailleurs de ces pays, du recours à l'armement et aux guerres en continu comme volants d'entraînement de l'économie capitaliste.

Cela fait plus de quatre décennies, désormais, que les « trente glorieuses » ont pris fin. Dès 1971, la fin de la convertibilité du dollar en or puis la mise en place d'un marché de changes flottants ont consacré l'incapacité de l'impérialisme américain à procéder à un nouvel essor des forces productives, ou même à maintenir le capitalisme à flots sans procéder à des artifices comptables de grande ampleur. Le recours effréné aux politiques monétaires, au crédit, au creusement des dettes publiques et à la spéculation ont dès cette époque pris leur envol. Ils n'ont pas empêché le surgissement de crises régulières à partir de 1974-1975, dont aucune n'a pu remplir le rôle d'assainissement qui était celui des crises au XIX^e siècle.

Le chômage de masse s'est développé en conséquence, en même temps que l'exploitation du prolétariat n'a cessé de s'intensifier, que les acquis ouvriers arrachés par les décennies de lutte antérieures ont été de plus en plus violemment

laminés, voire liquidés. Dans le même temps où cette offensive continue contre les masses est indispensable aux capitalistes pour maintenir ce qui peut l'être de leur taux de profit, elle crée les conditions pour que l'écoulement des marchandises se retrouve en définitive compromis, sur un marché restreint – ce que le recours exacerbé aux crédits de moins en moins viables ne parvient à masquer que pour un temps.

Le rétablissement du capitalisme en Chine : un médiocre répit

Dans ce cadre, il faut noter que le rétablissement du capitalisme en Chine, sous la botte des dirigeants du PCC (il faut y ajouter, dans une moindre mesure, le rétablissement du capitalisme à l'est de l'Europe), n'a offert en définitive qu'un médiocre répit au capitalisme pourrissant (nous renvoyons, pour une étude détaillée, aux articles publiés dans *CPS* en 2014-2015).

Des centaines de millions d'ouvriers privés des droits les plus élémentaires, d'immenses territoires et ressources agricoles ont été livrés en pâture à l'accumulation du Capital. Prenant appui sur la défaite historique du prolétariat constituée par le rétablissement du capitalisme, une restructuration massive du prolétariat mondial, dans le sens d'une exploitation exacerbée, a pu être organisée en quelques années. Le marché mondial a ainsi connu une certaine extension.

Tout cela n'a pas empêché le surgissement de crises à la fin des années 90 et au début des années 2000. Dès 2009, la Chine s'est vue contrainte de procéder à de gigantesques plans de « relance » pour suppléer aux défaillances des métropoles impérialistes. La décélération de la croissance chinoise, la tendance à la contraction du marché mondial, signalent en définitive que les limites de ces plans de « relance » ont été rapidement atteintes et que les possibilités offertes par la Chine au mode de production capitaliste pour tenter d'aller au-delà de ses propres limites sont en passe d'être atteintes.

Cela tient précisément au fait que le rétablissement du capitalisme en Chine s'est engagé dans des conditions où les traits parasitaires du capitalisme pourrissant, déjà exacerbés, se sont greffés dès l'origine sur le capitalisme chinois au point d'être poussés jusqu'à la caricature. Comme l'article économique publié dans *CPS* n°64 l'illustre abondamment, la crise acquiert une dimension généralisée, via la Chine, dans des conditions où le rétablissement du capitalisme a permis pendant des années au parasitisme de connaître un essor sans commune mesure avec le développement des forces productives proprement dites. Au discours sur la « mondialisation du capital » et sur la « financiarisation de l'économie » ont correspondu une certaine réalité – à ceci près que les monopoles « multinationaux » qui n'ont cessé de se concentrer conservent une base nationale, que l'ampleur prise par les dettes souveraines démontre que les Etats bourgeois nationaux restent les garants des intérêts de leurs bourgeoisies respectives, et que la distinction entre « capital financier » et « économie réelle » est plus vide de sens que jamais.

Une contradiction insoluble

Depuis 2009, la récession n'a été contenue qu'au prix d'un gonflement encore accéléré de toutes les boursouflures parasitaires qui avaient conduit à son surgissement. En conséquence, tous les éléments propices au surgissement de nouveaux développements de la crise, plus violents encore qu'en 2009, sont réunis. Les entreprises capitalistes de chaque pays n'ont été maintenues à flot que par le recours effréné à l'endettement public, à la planche à billets et aux plans de « relance », nourrissant un nouvel essor de l'endettement privé et de la spéculation à un degré encore supérieur à ce qui existait au moment de la crise financière de 2008. Cela n'a pas empêché la loi de la valeur de continuer à faire valoir ses droits en sourdine, à la baisse tendancielle des taux de profit de s'exercer, ce que l'extension de la crise à la Chine et aux pays « émergents » manifeste, en même temps que la faible croissance du marché mondial. L'essentiel est de constater que, tandis que la « valorisation » du capital fictif atteint de nouveaux sommets, la « croissance » n'est qu'un leurre qui peine à dissimuler la menace d'une crise de surproduction sans précédent, dont le seul aperçu des stocks chinois accumulés ces dernières années donne une idée saisissante. Cette situation démontre s'il est nécessaire que les principales bourgeoisies n'ont aucune solution, aucun remède à leur crise, autre que les expédients employés depuis des décennies, dont l'efficacité même temporaire décline de façon spectaculaire.

La réalité qui se dissimule derrière la « mondialisation » et la « financiarisation » est l'impérialisme. L'essor jusqu'à des sommets délirants de la concentration du capital, du capital fictif, du crédit et de l'endettement sont les réactions inévitables du capital financier – fusion irrémédiable du capital industriel et du capital bancaire – pour lutter contre la baisse tendancielle des taux de profit. Ce faisant, le capital financier enserre littéralement les forces productives, interdit leur essor aussi bien que leur modernisation voire leur entretien. Dans des conditions où les « parasites » ont atteint des dimensions qui excèdent au multiple celles de la sphère de la production, le terme de parasitisme lui-même ne donne de la réalité qu'une idée insuffisante.

Dans un contexte où la production réelle est en berne, la logique du capital financier va jusqu'au pillage, au dépeçage méthodique des richesses, des équipements et des infrastructures au détriment des masses – ce que la privatisation des équipements et transports publics, ou encore des ressources naturelles, exploités à la façon d'un « rentier », démontre quotidiennement dans de nombreux pays. Le creusement des dettes souveraines – pourtant un simple « aperçu » des montagnes de dettes sur lequel repose le Capital – met en équation l'étendue de ce que la bourgeoisie aurait besoin de détruire pour se remettre à flots. Encore cela ne suffirait-il probablement pas : c'est une purge massive de capital et de forces productives qui est nécessaire.

Mais, dans le même temps, le degré de concentration et d'intégration à la division internationale du travail du capital financier, qui se matérialise dans la place considérable qu'occupent les monopoles dans l'économie mondiale, s'oppose à ce qu'une telle purge, indispensable à la reprise d'un nouveau cycle d'accumulation, ait lieu.

Ce qui se dresse contre la mise en œuvre de cette purge, c'est aussi la crainte qui subsiste malgré tout de la réaction du prolétariat. Ainsi les gouvernements sont contraints par une politique de subventionnement, ou même de nationalisation provisoire, à maintenir en vie de nombreuses entreprises publiques et privées (comme en témoigne par exemple en France la politique du gouvernement par rapport à PSA, puis Alstom et Areva).

Sous le gigantesque échafaudage du recours à l'endettement et à la spéculation, c'est bien la contradiction fondamentale du capitalisme qui est à l'œuvre : la contradiction entre l'appropriation privée des moyens de production et le caractère social de la production, entraînant la surproduction par rapport aux besoins solvables, entraînant la baisse du taux de profit qui s'amenuise depuis le début des années soixante. C'est encore cette contradiction qui s'exprime à travers les déchirements qui, nous le verrons, traversent aujourd'hui la plupart des bourgeoisies des pays impérialistes : déchirements entre « pieds écrasés » de la bourgeoisie, immolés sur l'autel de l'intégration au marché mondial, et les couches les plus étroitement liées au capital financier qui ne peuvent concevoir d'en sortir ; déchirement entre partisans du « protectionnisme » et tenants de la « mondialisation » - tout cela ne traduisant en définitive que la contradiction insoluble entre le cadre national dans lequel le capitalisme s'est construit et le degré de socialisation extrême – encore que gangrené par le parasitisme – que la production a atteint au travers de la division internationale du travail.

La place centrale de l'impérialisme américain

C'est l'impérialisme américain qui – avec le concours de la bureaucratie du Kremlin – avait procédé à la redéfinition des rapports inter-impérialistes et au partage des zones d'influence après 1945. Tout en cherchant à lever tous les obstacles à la pénétration de capitaux américains dans la plupart des pays dominés par l'impérialisme, il a veillé à la reconstruction des capitalismes européens et japonais – à la fois pour contenir et faire refluer la vague révolutionnaire d'après-guerre, et pour s'assurer les débouchés indispensables. C'est un fait que l'impérialisme français peut par exemple jouir d'un « pré carré » en Afrique sans commune mesure avec sa puissance réelle – et au détriment des masses des pays dominés par la France. C'est encore un fait que la constitution, le renforcement et l'extension du « marché commun » européen ont constitué un enjeu majeur pour l'impérialisme américain, aussi bien que pour les impérialismes d'Europe : le fleuron du marché mondial reconstitué sous l'égide de Washington, même si le contrôle de la CEE a échappé à l'impérialisme américain. Dès les années 1960, on peut considérer que la décolonisation a consacré l'incapacité des impérialismes français et anglais à maintenir leur ancienne influence sur les pays dominés et que l'impérialisme américain a pu s'arroger la part du lion dans le partage du monde.

Toutefois, lorsque Nixon décide la fin de la convertibilité du dollar en or, il prend acte d'une certaine manière du déclin relatif de l'impérialisme US (tout en tentant de préserver par ce moyen sa place privilégiée) accentué par sa cuisante défaite au Vietnam.

En 1984, Stéphane Just insiste dans la contribution qu'il écrit juste avant son expulsion – contre Lambert Seldjouk – sur l'accentuation de ce déclin relatif.

En 1992, CPS confirme (« *La récession et l'économie américaine* ») : « *L'affaiblissement économique et financier des USA est apparu crûment au cours de la guerre du Golfe. Une partie importante des équipements de l'armée américaine était d'origine japonaise. Pour la première fois de leur histoire, les USA ont fait payer à leurs alliés les dépenses militaires occasionnées par la guerre...* »

En 1993, le Comité note que « *depuis l'effondrement des régimes de la partie Est de l'Europe, la dislocation de la bureaucratie du Kremlin, la seule puissance d'envergure mondiale c'est l'impérialisme américain. Mais il ne faut pas faire de cette réalité une caricature. Il n'a plus l'hégémonie dont il disposait, au lendemain de la IIème guerre mondiale sur les autres puissances impérialistes.* »

A aucun moment la tendance ne s'est inversée depuis. La part des USA dans la production mondiale continue à diminuer, ce qui est encore plus vrai si on s'en tient à la production industrielle. Le déficit commercial américain est

reparti à la hausse, alors que l'impérialisme allemand croule sous les excédents. La part de la Chine continue à augmenter, malgré la nette décélération de sa croissance.

L'accession à la présidence de Trump est la victoire du clan qui prétend utiliser tous les moyens pour permettre à l'impérialisme US de reconquérir par tous les moyens le terrain perdu. C'est notamment le cas des mesures protectionnistes envisagées non seulement par Trump mais aussi par la Chambre des représentants à majorité républicaine. La promotion grossière du Brexit par Trump, et l'appel à sa généralisation, le discours anti UE qui tranche avec la position qu'avait notamment adopté Obama contre la sortie de la Grèce de la zone euro, a d'abord pour cible l'impérialisme allemand, dont la concurrence affecte durement toute une série de secteurs de l'industrie US.

Certes dans l'immédiat, emprunter cette voie ne peut se faire sans qu'en soient victime de larges fractions de la bourgeoisie US elle-même, et c'est pourquoi tout pronostic est hasardeux pour savoir jusqu'où Trump peut s'y engager. Mais une chose est certaine. Trump entend bien renforcer la suprématie de l'impérialisme US dans un domaine où celle-ci est incontestée, à savoir la suprématie militaire. C'est le sens de sa décision d'augmenter de 10 % le budget militaire américain.

Difficulté croissante de Washington à assurer son « ordre »

Pourtant, de la même manière que le rétablissement du capitalisme en Chine a consacré paradoxalement le pourrissement en profondeur de l'économie capitaliste, on peut considérer que le rétablissement du capitalisme en Russie, la dislocation de l'URSS ont révélé la fragilité de l'« ordre » impérialiste. Rappelons-le : c'est fort de la défaite historique du prolétariat mondial qu'a constitué le rétablissement du capitalisme, parce que l'impérialisme américain était désormais la seule puissance mondiale, que Bush Jr a pu proclamer sa « guerre mondiale contre le terrorisme » et sous ce prétexte, assigner aux troupes américaines des objectifs grandiloquents (ainsi : « *remodeler le Moyen-Orient* »... en étendant cette région jusqu'au Maghreb et à l'Asie centrale !).

Que la puissance de feu de l'impérialisme américain lui permît d'envahir en fanfare l'Afghanistan, puis l'Irak, ne faisait aucun doute ; que la restauration du capitalisme en Russie permît à l'impérialisme américain de trouver de nouvelles marges de manœuvre et de balayer toutes les conséquences des vagues révolutionnaires qui ont traversé le Moyen-Orient, en y rétablissant des Etats à sa botte, c'était là une autre affaire. Les interventions impérialistes en Irak et en Afghanistan n'ont pas atteint leurs objectifs, ne serait-ce qu'en matière de pillage des ressources en hydrocarbures : c'est dans une large mesure le bilan de l'intervention américaine en Irak qui explique le recours à l'exploitation aux pétroles de schiste et de sables bitumineux en Amérique du Nord ces dernières années. Dans l'affaire, l'« aigle » américain y a pris du plomb dans l'aile, que la crise a encore sensiblement alourdi : depuis le retrait d'Irak et d'Afghanistan organisé par Obama, l'impérialisme américain a été amené à mener d'autres interventions militaires, mais il exclut toute invasion au sol.

Il faut bien sûr préciser que, par essence, l'« ordre » impérialiste a toujours été instable : la concurrence entre puissances impérialistes n'a jamais cessé, la lutte pour le partage du monde est une lutte continue. La barbarie est consubstantielle à l'impérialisme et n'a pas commencé en 2003. Depuis 1945, une succession de vagues révolutionnaires, la lutte des classes ont en outre mis à mal l'accès direct de toutes les puissances impérialistes aux ressources des pays dominés et semi-coloniaux. Mais précisément : alors même qu'avec le rétablissement du capitalisme en Russie le prolétariat a subi des reculs considérables, ce que manifestent les interventions impérialistes depuis le début des années 2000 est précisément la difficulté des puissances impérialistes à aller de l'avant dans le renforcement de leur domination, voire même à procéder au pillage « normal » d'un nombre croissant de pays.

En lieu et place d'une intensification de ce pillage, c'est à une accumulation de situations chaotiques qu'ont abouti les interventions impérialistes depuis le début des années 2000 : Irak, Afghanistan, Libye, Syrie notamment. L'intervention en Libye a illustré jusqu'à la caricature les difficultés de l'impérialisme : Obama, Cameron et Sarkozy s'accordant pour y organiser des bombardements, tout se reprochant en définitive les uns aux autres de ne pas y avoir pris la part essentielle et en laissant ensuite le pays sombrer dans le chaos. Il convient d'y ajouter le bilan particulier et effroyable de l'impérialisme français en Afrique subsaharienne, ou encore le Yémen, où les forces liées à l'Arabie saoudite sont équipées par des armes américaines, françaises et britanniques.

Vers une relance du militarisme

Le recours à l'économie d'armement remplit, dans le cadre du mode de production capitaliste, une double fonction : d'une part, il permet à chaque puissance impérialiste de s'imposer dans le partage du monde ainsi que sur le marché mondial, en permettant à ses forces armées d'intervenir partout dans le monde et ce faisant, d'assurer à la « patrie » un accès aux ressources des pays dominés ; d'autre part, le recours à l'armement est un volant d'entraînement du

capitalisme, absorbant dans la production de forces destructives une part considérable de la production. A lui seul, l'impérialisme américain dispose de suffisamment d'engins de guerre pour éradiquer toute la population mondiale ou raser la surface de la planète.

Dans ce sens, il serait erroné de déduire que l'explosion des dettes souveraines, le développement de la crise induiraient mécaniquement une diminution continue des dépenses d'armement : la volonté de toutes les bourgeoisies va précisément dans le sens inverse.

C'est dans ce sens d'un recours accru à l'armement que vont les récentes déclarations de Trump en faveur d'un accroissement des dépenses militaires américaines de 54 milliards de dollars dans le cadre du budget fédéral de 2018, soit une hausse de près de 10% par rapport à l'année en cours. Le budget de la défense avait atteint 691 milliards de dollars en 2010 pour redescendre à 560 milliards de dollars en 2015. Cette décroissance a essentiellement pour cause le retrait des troupes US en Irak achevé fin 2011 (retrait de 170 000 soldats, abandon de 500 bases). Cette annonce fait écho au cours effréné suivi depuis 2012 par le gouvernement japonais dans le sens de l'augmentation du budget militaire, du recours au « nationalisme » et à la militarisation de la jeunesse, de la remise en cause des libertés démocratiques ou du recours croissant à la peine de mort, sur fond de tensions croissantes avec la Chine. La tendance à un recours accru aux dépenses militaires s'exprime également parmi les principales bourgeoisies d'Europe, à travers la volonté affichée d'atteindre ou d'excéder le seuil des 2% du PIB consacré à l'armement dans les budgets de chaque Etat membre de l'OTAN.

Les ventes d'armes ont progressé de 8,4 % sur la période 2012-2016 comparée aux années précédentes (2007-2011). *Les Echos* du 11/01/2017 titre « *La course aux armements relancée dans le monde. Les dépenses militaires augmentent partout dans le monde, et d'abord en Asie. L'Europe change de cap après quinze années de désarmement relatif.* »

Proclamer cet objectif et l'atteindre signifie, pour chaque bourgeoisie, porter des coups sans précédent aux masses, notamment au travers de coupes massives dans les dépenses publiques consacrées à l'enseignement, à la santé, etc. A l'instar du slogan brandi récemment par des manifestants anglais opposant la défense du système de santé (*National Health Service*, NHS) au développement d'un missile nucléaire sous-marin (le Trident), la question du recours aux dépenses d'armement va prendre une dimension nouvelle dans les luttes de classes à venir.

Dans un contexte de faiblesse persistante de la croissance mondiale reflétant la profondeur de la crise et indiquant ses développements potentiels, alors que la volonté d'un recours accru au « protectionnisme » est exprimée par la foule des « pieds écrasés » de chaque bourgeoisie, ce phénomène est également annonciateur de tensions à venir entre les puissances impérialistes elles-mêmes.

Une illustration : le Moyen-Orient

Il ne sera pas possible d'examiner l'un après l'autre tous les foyers de tension attisés à la fois par le développement de la crise du capitalisme et par la difficulté des puissances impérialistes à assurer leur « ordre » sur la planète. Cependant, la situation au Moyen-Orient concentre tous les traits de la situation générale à un niveau singulier.

Au sortir de la première guerre mondiale, à la faveur de l'effondrement de l'empire ottoman, les impérialismes anglais et français se partageaient le Moyen-Orient selon les termes d'un accord conclu dès 1916 : les accords Sykes-Picot. En 1920, la Société des Nations investissait ce plan de son « mandat », sous une forme légèrement modifiée. Les frontières actuelles du Moyen-Orient ont été tracées au couteau à cette époque par les puissances impérialistes, au détriment des peuples : ainsi le peuple kurde, écartelé entre l'Irak, la Syrie, la Turquie et l'Irak ; le peuple palestinien (la déclaration Balfour de 1917 donne le coup d'envoi, sous les auspices de l'impérialisme anglais, à la colonisation sionistes de la Palestine). Dans ce cadre, l'impérialisme français installait sa tutelle sur la Syrie (dont le territoire incluait le Liban actuel), l'impérialisme anglais sur l'actuel Irak ainsi que sur la Palestine.

Pour contrer l'agitation des masses, les puissances impérialistes ont constamment recouru aux divisions « communautaires » et aux rivalités régionales. Des territoires syriens ont été amputés par l'impérialisme français pour être cédés à la Turquie ou pour constituer le territoire du Liban « chrétien » ; la Palestine a été démembrée, une partie de son territoire et de sa population octroyés au roi bédouin hachémite de Transjordanie (dont le territoire s'est également étendu à une partie de l'Irak), tandis que la colonisation sioniste de masse était consacrée par la proclamation de l'Etat d'Israël par l'ONU en 1948 ; un « émirat » proche de l'Irak, l'Arabistan, a été annexé en 1925 par l'Irak, avec la bénédiction de Londres.

Après 1945, plusieurs vagues révolutionnaires se sont succédé dans la région. En raison de la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin, qui a littéralement sacrifié les partis communistes d'Irak et de Syrie, c'est sous le drapeau du « panarabisme », sous la direction de sous-officiers, que sont tombés les monarchies égyptienne (1952), irakienne (1958) ou encore le pouvoir fantoche en Syrie (1954). Pourtant, il n'est pas anodin que le

nationalisme bourgeois ait pris cette forme : elle exprimait l'aspiration à revenir sur le dépeçage impérialiste de la région – aspiration qu'en définitive, seule la constitution d'une fédération socialiste des Proche et Moyen-Orient, appuyée sur la révolution prolétarienne, est à même de satisfaire. En parallèle, les peuples opprimés n'ont eu de cesse de combattre pour leur libération nationale : qu'il s'agisse des peuples kurde ou azéri (qui ont chacun proclamé leur éphémère république indépendante en 1946 avant d'être écrasés dans le sang par le régime iranien) ou du peuple palestinien.

En intervenant directement en Irak à partir de 1991 (avec le soutien des autres puissances impérialistes) et surtout en 2003, après des décennies au cours desquelles il a soutenu de manière constante les régimes les plus réactionnaires ou attisé les flammes des guerres les plus sanglantes, l'impérialisme américain entendait revenir brutalement sur tous les combats des masses de la région et rétablir un « ordre » impérialiste plus barbare que jamais.

Syrie-Irak

A sa manière, l'émergence de l'« Etat islamique » en Irak et en Syrie (mais aussi au Yémen et en Libye) manifeste le fait que cet « ordre », instauré par la France et l'Angleterre mais repris et exacerbé par l'impérialisme américain, n'a pu être renforcé au bénéfice de ce dernier. Daech, proclamé en 2006 comme branche d'Al Qaïda (dont il se serait depuis dissocié) en Irak, a surgi des décombres après le « retrait » américain consécutif à l'élection d'Obama. A l'origine, il y a des « milices sunnites » issues de l'appareil d'Etat détruit de Saddam Hussein – celles-là même qui ont été combattues jusqu'en 2006, puis réarmées massivement à partir de la définition du plan Baker-Hamilton (v CPS n°31, janvier 2008). La décomposition rapide de l'« Etat irakien » artificiel après le retrait américain a ouvert à Daech un premier boulevard.

Ensuite, Daech a pu compter sur le soutien financier et militaire de « parrains » venus d'Arabie saoudite et du Qatar pour s'étendre en Syrie, comme la gangrène sur la plaie ouverte par le soulèvement infructueux d'une partie des masses syriennes : la « politique étrangère » de l'Arabie saoudite est en effet aussi nébuleuse que ses « institutions », marquées par la multiplicité de princes et émirs aux manœuvres divergentes. Il est tout à fait probable que certaines puissances impérialistes, notamment l'impérialisme français, qui reconnaissent avoir déversé des armes aux « rebelles syriens », aient elles aussi concouru à renforcer l'arsenal de Daech. La première réalité, c'est que les frontières tracées par Paris et Londres, au mépris des peuples et des réalités historiques, les tensions communautaires exacerbées par les régimes soumis à l'impérialisme, puis ensuite par les dictatures « panarabistes » dressées contre la révolution prolétarienne, ont fourni à Daech son premier grain à moudre. C'est aussi sur les failles laissées béantes par les puissances impérialistes que s'installe cette gangrène.

Là-dessus, en guise de « coalition internationale », viennent se greffer une myriade d'intervenants étrangers aux intérêts contradictoires. Tout le monde prétend « combattre Daech » - ou ne pas le soutenir dans le cas saoudien -, mais en réalité chacun joue son propre jeu. La Turquie défend ses frontières et ses intérêts au détriment de la Syrie, ce qui passe avant tout par le massacre des Kurdes. La Russie défend son allié avec les méthodes les plus barbares. L'Iran est présent à travers les combattants du Hezbollah libanais, armés de longue date par Téhéran. A contrario, l'Arabie saoudite a tout intérêt à saccager la Syrie et à laminer l'axe syro-iranien qui est son adversaire historique, en même temps que son concurrent. Israël qui occupe le Golan se greffe dessus, non forcément pour renverser Assad, mais pour prolonger son affaiblissement chronique en soutenant le « Front al Nosra », branche syrienne d'Al Qaïda. Quant à l'impérialisme français, c'est l'ancienne puissance dite de « tutelle » de la Syrie et du Liban, qui ne ménage jamais ses efforts pour y conserver un semblant d'influence – ce qui l'a amené depuis les années 90 à développer des relations de « partenariat » économique avec Riyad.

En Irak, le « gouvernement » sur lequel Washington essaie de s'appuyer – conjointement avec les milices kurdes – pour reprendre Mossoul, est vertébré par les anciennes milices chiites encore étroitement liées à Téhéran, tandis que les troupes kurdes restent galvanisées par l'idée d'étendre l'influence du Kurdistan irakien. Ainsi, l'équation insoluble de l'Irak et de la Syrie démontre que l'affaiblissement relatif de l'impérialisme américain libère des forces centrifuges qui menacent de déstabiliser la région toute entière : ces mêmes forces que l'impérialisme a créées, utilisées, dressées les unes contre les autres tout en les comprimant sous sa férule pendant des décennies.

La situation des masses irakiennes et plus encore syriennes est, elle, épouvantable : plus de la moitié de la population syrienne est « réfugiée », les victimes se comptent par centaines de milliers (venant s'ajouter aux millions de victimes des opérations impérialistes contre l'Irak depuis 1991), des villes entières ont été ou sont dévastées et tous les pays voisins (à l'exception d'Israël) menacent d'être déstabilisés par cette situation qui vient s'ajouter au martyre du peuple palestinien.

C'est en conséquence de l'exacerbation de ces forces centrifuges créées par l'impérialisme que la gangrène s'étend : en Irak, en Syrie, au Yémen, en Libye.

Yémen et péninsule Arabique

Daech, Al Qaïda sont des créatures de l'Arabie saoudite, elle-même une monarchie artificielle qui doit depuis l'aube du XX^e siècle son statut au rôle d'auxiliaire réactionnaire qu'elle remplit auprès des puissances impérialistes dans la région, ainsi qu'à son assise sur des ressources pétrolières déterminantes sur le marché mondial. Les cliques armées « salafistes » ont toutes pris racine dans les camps de la « guerre sainte » contre l'URSS au nord du Pakistan et en Afghanistan au cours des années 1980 – camps financés par les pétrodollars saoudiens avec la bénédiction de Washington. Que ces cliques agissent désormais à leur propre compte, en perturbant l'« ordre » mis en place par les puissances impérialistes à leur profit, cela exprime au plus haut niveau les difficultés rencontrées par ces puissances.

La péninsule Arabique est elle-même un ensemble d'États artificiels, avec en son cœur la monarchie saoudienne fondée sur l'alliance des tribus de bédouins « sunnites » avec le clergé « wahhabite » ultra-réactionnaire. La caste des princes, émirs et roitelets, juchée sur sa rente pétrolière, règne d'une main de fer sur des populations où la « minorité » chiite recouvre en réalité une population considérable, opprimée et surexploitée – tandis que la majorité des prolétaires d'Arabie, du Koweït sont des travailleurs étrangers dans des conditions qui confinent à l'esclavage. Tout cet échafaudage est consolidé par la proximité de la V^e flotte américaine depuis la fin des années 1980. Et l'Arabie saoudite entend renforcer encore cette construction barbare en érigeant un mur de 950 km le long de sa frontière avec l'Irak.

Pourtant, pas plus que les pays voisins, la péninsule Arabique n'a été épargnée par la vague de soulèvements partie de Tunisie et d'Égypte en 2011 : la répression sanglante qui s'est abattue sur la population de Bahreïn, avec une intervention directe de Riyad soutenue par Washington, en a été une illustration. Mais, dans des conditions où la division en « clans » et « communautés » a depuis toujours été le mode de domination des fractions liées à Riyad et à l'impérialisme, cette vague pouvait moins qu'ailleurs encore se transformer en vague révolutionnaire, vertébrée par le prolétariat. C'est cette impasse qui s'est exprimée à travers la situation de chaos qui frappe la péninsule Arabique en son maillon faible, le Yémen, depuis 2014.

L'« Etat » artificiel yéménite, reproclamé en 1990, est aujourd'hui disloqué : à l'invasion de la capitale Sanaa, puis d'Aden par les milices chiites, alliées au clan de l'ex-président Saleh et soutenues par l'Iran, ont répondu les cris d'indignation de la « communauté internationale » via l'ONU et l'intervention d'une coalition militaire conduite par Riyad, massivement armée par Washington, Londres et Paris. Mais les clivages ne s'arrêtent pas là : Al Qaïda en péninsule Arabique (Aqpa) et une branche yéménite de Daech, un temps associés aux « loyalistes » proches de Riyad, s'en sont dissociés et font bande à part au sud du pays.

La barbarie nourrie par les armes en provenance des métropoles impérialistes est considérable : 1,7 million de réfugiés internes, une situation de famine qui s'étend à l'écrasante majorité de la population, des milliers de victimes dans les bombardements et frappes organisés par Riyad ou directement par la Maison Blanche. Tout cela, non pour restaurer un contrôle viable sur un pays dénué d'intérêt aux yeux des puissances impérialistes, mais bien pour assurer le maintien de l'« ordre » en vigueur dans tout le reste de la péninsule, au détriment des plus larges masses.

Libye

A la fin de l'année 2016, la prise de contrôle du « croissant pétrolier » libyen par les troupes du général Haftar – soutenu par la Russie, la Chine et l'Égypte – a fait voler en éclats le cadre défini par l'accord de Tunis de 2015, à travers lequel les puissances impérialistes entendaient remettre en place un gouvernement d'« union nationale » dirigé par leurs poulains. Sur fond de guerre continue entre milices armées pour le contrôle des ressources pétrolières, la Libye, Etat artificiel, a bel et bien imploré en zones d'influences tenues par une myriade de factions depuis l'intervention impérialiste en Libye et l'élimination de Kadhafi en 2011.

Rappelons-le : il s'agissait alors de faire refluer la vague révolutionnaire partie de Tunisie et d'Égypte en son maillon faible, à la jonction des deux pays. Mais pas plus qu'en Irak, ce combat pour réaffirmer la tutelle des puissances impérialistes sur la région n'a permis à ces dernières d'installer un régime à leurs bottes.

Derrière les luttes de factions se dissimulent les luttes d'influences de nombreux États – puissances impérialistes, puissances régionales, Chine, Russie. La reprise à une échelle exacerbée de la lutte pour le partage des richesses entre ces pays témoigne encore une fois de l'affaiblissement relatif de l'impérialisme américain.

Dans tous les cas évoqués plus haut – Irak, Syrie, Yémen, Libye – les répercussions sur les pays et régions voisines sont manifestes : la Tunisie, le Liban, l’Afrique australe, déjà atteinte par les conséquences de l’intervention impérialiste en Somalie en 1992-93 et l’éclatement consécutif de ce pays en trois entités.

Autre illustration en Europe : l’Ukraine

Il faut encore considérer que le déclenchement d’une « guerre civile » en Ukraine, à partir de 2014, témoigne lui aussi des difficultés éprouvées par les puissances impérialistes.

En 2004, l’Ukraine avait été le théâtre de la « révolution orange » : le président « élu » Ianoukovich, notoirement proche de Moscou et soutenu par Poutine, avait été renversé par des manifestations impulsées par les représentants d’autres fractions de l’oligarchie (Iouchtchenko, Tymochenko) réputées plus proches de l’Union européenne. Cela n’avait nullement empêché Ianoukovich d’être « réélu » en 2010. En réalité, les « élections » ukrainiennes sont la chasse gardée des différents tenants de l’oligarchie, les unes attachées particulièrement à l’intégration à l’UE tandis que le « clan » Ianoukovitch entretient des relations privilégiées avec la Russie.

C’est sur ce terrain, en réaction au refus par Ianoukovich de signer un accord avec l’Union européenne, que se sont déclenchées les manifestations de la place Maïdan à partir de la fin 2013, puis le renversement de Ianoukovich. Les notes publiées dans *CPS* n°53 (mars 2014) indiquaient : « *Dans l’affaire, les oligarques ont montré qu’ils ont globalement plus intérêt à resserrer les relations économiques avec l’Union européenne (avant tout avec l’Allemagne et satellites, et la Pologne, dont les intérêts ne coïncident d’ailleurs pas) qu’avec la Russie* ». Toutefois, cela n’a pas empêché la partition de l’Ukraine en deux morceaux, chacun sous la tutelle d’une des fractions de l’oligarchie.

Dans ce cadre, il faut relever que le prolétariat ukrainien, dont la puissance sociale est pourtant considérable, a été singulièrement absent en tant que tel – tout au plus instrumentalisé comme masse de manœuvre et première victime des combats qui généraient 1,7 million de réfugiés au début de l’année 2017. Mais il faut également prêter attention au fait que la fracture survenue en Ukraine donne un coup d’arrêt à la pénétration des capitaux européens en ex-URSS : alors que les guerres civiles en ex-Yougoslavie dans les années 1990 avaient constitué pour l’essentiel une guerre d’influence entre puissances impérialistes, par milices interposées, en Ukraine, c’est l’incapacité de l’Union européenne à asseoir solidement son influence sur le pays et sur l’oligarchie dans son ensemble, plus que l’influence déclinante de la Russie, qui sont à la source de la guerre civile. Une situation déjà illustrée par la guerre dans le Caucase en 2008 (v *CPS* n°34, septembre 2008).

Les difficultés des puissances impérialistes réveillent des forces centrifuges

Au-delà des zones de chaos évoquées plus haut, les difficultés des puissances impérialistes, et singulièrement de l’impérialisme américain, combinées à la faible croissance du marché mondial, à la nécessité pour des pays dominés par l’impérialisme de défendre leur place par des politiques plus agressives, se manifestent à plusieurs niveaux.

Compte tenu de la place qu’elle a acquise au cours des vingt dernières années, la Chine concentre, mais ne résume pas à elle seule les tensions. Ainsi, le recours massif de la Chine à la production d’armement constituait à l’origine une des dimensions de son plan de « relance ». Toutefois, à mesure que la crise impacte l’économie chinoise elle-même, s’exprime la nécessité pour l’Etat chinois de prendre des mesures qui s’apparentent à celle d’un Etat impérialiste. A la concurrence chinoise opposée aux puissances impérialistes sur des marchés traditionnellement « réservés » à ces dernières (machines-outils, énergie nucléaire...), correspondent les manœuvres militaires dans le Pacifique, au nez et à la barbe de l’impérialisme japonais, la tendance croissante à l’exportation de capitaux (que l’Etat chinois peine à endiguer) ou la greffe chinoise en Afrique, sur les marges de l’ancien « pré carré » de l’impérialisme français où ce dernier peine toujours plus à assurer son emprise.

60% des ventes d’armes effectuées dans le monde en 2016 ont été conclues en Asie : les tensions régionales entre Inde et Pakistan, Inde et Chine, Chine et Japon notamment, s’exacerbent. Mais la situation en Ukraine suscite également une explosion (proportionnelle aux revenus des Etats concernés) des dépenses militaires en Europe de l’Est. Quant à la Russie, dont le PIB s’effondre au rythme de sa rente pétrolière, ses dépenses d’armement n’en restent pas moins, à ce stade, supérieures à celles de l’impérialisme français : Poutine se bat, encore et toujours, pour sauvegarder ce qui peut l’être des anciennes positions de l’URSS. Il obtient des succès relatifs dans la mesure où les puissances impérialistes sont, en face, de moins en moins capables de s’imposer.

La crise interne à l’appareil d’Etat turc, conduisant Erdogan, chef d’un des principaux contributeurs de l’OTAN, à mettre en cause l’impérialisme américain, tout en procédant à une purge sans précédent dans les rangs de l’armée turque et en renforçant tous les traits dictatoriaux de son régime, reflète encore les errements diplomatiques de la Turquie, ballottée entre des puissances impérialistes en crise, des liens étroits noués avec le Qatar ou la recherche d’une

alliance conjoncturelle avec la Russie. La « guerre » économique que l'Arabie saoudite a livrée à ses concurrents en 2015-2016, pour défendre sa place sur le marché des hydrocarbures, va de pair avec un essor sans précédent de ses achats d'armes, et une stratégie extérieure qui confine à la politique de « terre brûlée » chez ses concurrents. Enfin, l'arrogance ostensible de l'Etat d'Israël vis-à-vis de son propre « parrain » américain donne elle aussi la mesure de la situation.

Seule la révolution prolétarienne peut infliger une défaite à l'impérialisme

Le développement de la barbarie consécutive à la crise du capitalisme pourrait être résumé à travers ce constat : le nombre de réfugiés dans le monde a atteint en 2015 un nouveau record mondial de 65,3 millions de personnes (5 millions de plus qu'en 2014, 11 millions de plus qu'en 2012). D'année en année, le nombre d'émigrants morts noyés dans la Méditerranée bat de nouveaux records macabres, tandis qu'en 2016 le traitement inhumain de dizaines de milliers d'émigrés parvenus en Europe a fait l'objet d'un plan de « règlement » de leur sort qui rappelle les camps de concentration (« hot spots »). Mais il convient cependant de préciser : s'il ne s'agissait que de désastres « humanitaires », cela justifierait la révolte et la volonté de combattre l'impérialisme fauteur de barbarie ; en aucune manière cela ne suffirait à y voir le signe de difficultés nouvelles pour les puissances impérialistes.

L'instabilité politique dans les pays dominés par l'impérialisme n'est pas une donnée nouvelle. Le XX^e siècle a été marqué par une suite quasi-ininterrompue de guerres et de massacres motivés par les objectifs de pillage et de surexploitation imposés à l'immense majorité de l'espèce humaine par les métropoles. Les guerres de colonisation, organisées par les puissances impérialistes d'Europe à l'époque où le capitalisme était encore un mode de production historiquement progressiste (du point de vue de sa capacité à développer les forces productives), ou le génocide des Indiens d'Amérique n'avaient rien à envier, du point de vue de l'horreur, aux guerres impérialistes actuelles. En elle-même, l'instabilité politique dans les régions dominées n'est pas nécessairement un problème pour les bourgeoisies – dès lors qu'elles peuvent continuer, chacune s'appuyant sur son propre impérialisme, à piller les ressources « utiles » des pays dominés. Rappelons les propos attribués à Mitterrand, dirigeant de l'impérialisme français, au sujet du génocide rwandais : « *Dans ces pays-là, un génocide, ce n'est pas trop important* » (*Le Figaro*, 12/01/1998). « Pas important », parce que du point de vue de l'impérialisme français, le Rwanda était quantité négligeable...

Mais précisément : le fait nouveau est que, dans un nombre croissant de pays dominés et « utiles » du point de vue impérialiste, le pas a été franchi, ou est en passe d'être franchi qui sépare l'instabilité du chaos et de la barbarie – rendant de plus en plus difficiles l'exploitation et le pillage « ordinaires ». Il s'y ajoute le fait que les puissances impérialistes sont de toutes manières de moins en moins capables d'absorber les flux de matières premières en provenance de leurs zones d'influences traditionnelles. L'échec relatif des puissances impérialistes au Moyen-Orient, en Libye ou en Afrique subsaharienne se mesure aux difficultés rencontrées pour piller les hydrocarbures irakiens, ou l'uranium du Niger dans le cas de l'impérialisme français. Leur difficulté à assurer leur « ordre » culmine dans l'autonomie croissante que les pays dominés revendiquent pour défendre leurs positions sur le marché mondial.

Dans d'autres circonstances politiques, les difficultés des principales puissances impérialistes constitueraient une situation favorable pour le prolétariat des pays dominés. Rien de tel aujourd'hui où, au Moyen-Orient, c'est à partir de l'incapacité des masses à faire triompher la vague révolutionnaire partie de Tunisie et d'Égypte en 2011 que le chaos a pu se répandre sur la Libye, la Syrie, le Yémen. En dernier ressort, comme l'indiquait *Nouvelle perspective* dans sa conclusion, le caractère de plus en plus instable de la situation dans un certain nombre de pays est le produit concentré de : « *l'incapacité du capital de maîtriser la marche à une crise dislocatrice, de remporter des victoires écrasantes sur le prolétariat et l'incapacité du prolétariat à vaincre la bourgeoisie sans partis et internationale révolutionnaires* ».

Pour l'impérialisme, mieux valent le chaos et une forme de barbarie permanente que la révolution prolétarienne : des scandales tels que les révélations sur les « affaires » conclues entre le cimentier Lafarge et Daech en Syrie, ou entre des capitalistes italiens et des milices islamistes en Libye, montrent qu'il n'y a pas de limite absolue à la poursuite du pillage impérialiste – autre que le triomphe de la révolution prolétarienne. Le chaos qui menace des régions entières peut même devenir une nouvelle « norme » du pillage impérialiste. En cela, l'échec relatif de l'impérialisme américain en Irak n'équivaut en rien à ce qu'a pu représenter la défaite de ce même impérialisme au Vietnam en 1975.

L'élection de Trump révèle au grand jour les tiraillements qui traversent toutes les bourgeoisies

Cependant, l'incapacité des principales bourgeoisies à faire face à leur crise, combinée à leur difficulté à assurer leur « ordre » sur la planète, se manifestent par des déchirements profonds au sein de leur propre camp. A cet égard, après la victoire du « Brexit » en Grande-Bretagne, l'élection de Trump à la présidence des Etats-Unis, où n'existent pas de partis ouvriers, marque un changement.

La tenue du référendum sur le « Brexit » a procédé d'une crise politique profonde jusqu'au sein du parti bourgeois dirigeant, le Parti conservateur, et du gouvernement de Cameron (v *CPS* n°61). La victoire des votes en faveur d'une sortie de l'Union européenne ont conduit au départ de Cameron et à la formation d'un nouveau gouvernement des Tories axé sur la perspective du « Brexit ». L'armée des « pieds écrasés » de la bourgeoisie anglaise, ceux qui ont le plus à perdre à l'intégration à l'UE et au « Marché Commun », s'est imposée au grand dam des représentants les plus éminents du capital financier. Les conséquences de ce vote sur le capitalisme anglais, sur l'Union européenne elle-même, seront lourdes. Toutefois, la traduction immédiate de cette situation est l'engagement d'une nouvelle vague de contre-réformes dirigées contre le prolétariat : coupes sombres dans les budgets de la santé et de l'enseignement, baisses d'impôts pour la bourgeoisie, renforcement de la chasse aux immigrés, volonté acharnée de défendre les projets militaires symbolisés par le missile nucléaire sous-marin Trident.

Trump n'était pas le candidat que les couches dominantes de la bourgeoisie américaine, celles qui représentent le capital financier, avaient choisi (voir l'éditorial de *CPS* n°63). Sa campagne électorale a même fait l'objet d'un désaveu public sans précédent des dirigeants de son propre parti, le Parti républicain. De bout en bout, Trump a cherché à prendre appui sur l'exaspération des « pieds écrasés » de la bourgeoisie américaine – ceux qui sont immolés sur l'autel des intérêts supérieurs du capital financier, de l'intégration au marché mondial et du respect de certaines « normes » de relations inter-impérialistes à travers en particulier l'ONU. Son mot d'ordre de campagne, « *Make America Great Again* », rappelle dans une certaine mesure le slogan « *America First* » brandi par les partisans de l'« isolationnisme » américain (et largement investi de militants pronazis) en 1940-41. Partout en Europe, des politiciens ou partis bourgeois ont salué sa victoire comme une source d'inspiration – illustrant le fait que les déchirements entre fractions de la bourgeoisie traversent tous les pays impérialistes.

Les trépignements rageurs de la piétaille petite-bourgeoise ne sauraient tenir lieu de programme au nouveau chef de l'exécutif américain – d'autant plus que le capital financier, fort d'innombrables relais institutionnels, ne s'est incliné devant l'élection de Trump (peut-être le président le plus mal élu de l'histoire américaine, avec trois millions de voix de moins que sa concurrente démocrate) que pour mieux influencer sur ses décisions. Toutefois, il est devenu indispensable à l'Etat fédéral américain de discipliner l'armée des petits-bourgeois enragés que Trump a galvanisés : depuis son élection, Trump a dû en rabattre sur nombre de ses projets de lois et de « réformes » (il a ainsi abandonné l'idée d'abroger purement et simplement l'« Obamacare » sous la pression des assureurs privés) ; il ne veut, ni ne peut faire totalement l'impasse sur ses promesses.

A cet égard, si un certain nombre de mesures annoncées par Trump sont sans doute destinées à passer aux oubliettes (par exemple la guerre qu'il prétendait mener aux délocalisations, si contraire aux intérêts des trusts américains), il est clair que d'autres peuvent correspondre aux intérêts de fractions importantes de la bourgeoisie US : ainsi la dérégulation bancaire totale, même si elle est lourde de catastrophes à venir, correspond bien à l'aspiration à la circulation sans frein des capitaux, en particulier dans la spéculation. De même, le secteur pétrolier qui a investi dans le gaz et le pétrole de schiste a tout intérêt à ce que, y compris par des mesures protectionnistes, les prix soient maintenus à un niveau suffisant pour garantir leur rentabilité. Et la politique de relance des travaux d'infrastructure promet des profits juteux à d'autres secteurs (travaux publics, etc.)

Ainsi : si la place occupée par l'impérialisme américain dans la reconstruction du capitalisme, du marché mondial et de la division internationale du travail rend virtuellement impossible le retour à un « protectionnisme » mythique, Trump n'en a pas moins annoncé la volonté de taxer les importations chinoises, mexicaines ou même allemandes à des taux sans précédent. De même, l'annonce d'une hausse considérable des dépenses fédérales d'armement en 2018 – prenant appui sur l'opposition opiniâtre des républicains aux coupes indispensables dans les budgets de la Défense sous Obama – ou ses attaques verbales contre l'ONU sont lourds de tensions avec les autres puissances impérialistes.

En toile de fond, il y a la volonté réitérée – sous une forme nécessairement différente de celle employée par Georges Bush Jr après les attentats du 11 septembre 2001 – de l'impérialisme américain d'imposer de nouvelles conditions à ses « partenaires », autrement dit de les discipliner tout en leur faisant porter une part plus lourde du fardeau de la crise. Il y a encore loin de la coupe aux lèvres.

Au bout du compte, la politique de Trump représente une formidable fuite en avant au bout de laquelle la culbute est inévitable. A titre d'exemple, la baisse massive des impôts sur le capital, la hausse des dépenses d'investissement dans les infrastructures, la hausse du budget militaire ne peuvent se financer autrement que par les attaques les plus brutales contre le prolétariat mais aussi par une hausse vertigineuse de la dette d'Etat. La hausse des taux d'intérêt va dans le sens de la hausse du dollar, qui elle-même compromet la compétitivité de la bourgeoisie américaine sur le marché mondial. La situation des USA constitue un concentré de toutes les contradictions insurmontables du capitalisme en crise.

Tous d'accord pour intensifier l'assaut contre le prolétariat

Mais en définitive, c'est bien en combattant contre son propre prolétariat national que la bourgeoisie américaine parviendra à se placer dans les meilleures conditions pour affronter les autres – qu'il s'agisse de compenser l'abandon des délocalisations d'ores et déjà consenti par Ford et Fiat-Chrysler ou de permettre un nouvel essor des dépenses militaires. La « réforme de la santé » programmée par la majorité républicaine qui prévoit des suppressions d'impôts massives au détriment des allocations versées au prolétariat américain pour financer ses contrats d'assurance (certains bénéficiaires perdraient jusqu'aux $\frac{3}{4}$ de leur allocation actuelle !) ne constitue à cet égard qu'un avant-goût.

Contrairement à sa rivale Hillary Clinton qui bénéficiait du soutien financier et politique des dirigeants syndicaux ouvriers, Trump arrive au pouvoir dans des conditions où il veut s'affranchir des règles du « dialogue social ». Il faut noter par ailleurs que, parmi les différentes branches de l'appareil d'Etat, Trump a bénéficié pendant sa campagne du soutien tout particulier de syndicats de police. Il dispose du pouvoir de renforcer l'influence de magistrats ultra-réactionnaires à la Cour suprême au cours de son mandat. Franchir un nouveau cran dans la violence des attaques contre le prolétariat suppose d'intensifier le recours à la violence tout court : celle des appareils d'Etats, policiers et magistrats. Une politique répressive déjà développée par Obama : multiplication des meurtres imputables aux policiers américains, visant tout particulièrement les hommes noirs (à hauteur d'une victime toutes les 30 heures !), jusqu'à la répression de véritables émeutes populaires (telles celles de Charlotte, Caroline du Nord, en septembre 2016) ; expulsions massives d'émigrés (Trump emboîte le pas à Obama, qui avec 2,5 millions d'expulsions au cours de ses mandats avait déjà réalisé un record historique). En ce sens, l'exploitation de la hargne réactionnaire de sa base électorale – contre les immigrés, les noirs, le droit à l'avortement, pour le retour aux « valeurs religieuses », etc. – fournit à Trump un point d'appui précieux pour mettre en définitive l'ensemble du prolétariat en coupe réglée.

Dans toutes les métropoles impérialistes, l'heure est au renforcement des forces de répression, à la liquidation des libertés démocratiques et à la marche à l'Etat policier – ce qu'auguraient déjà les moyens de répression déployés sous l'égide de l'Union européenne, puis l'essor d'Aube Dorée en Grèce, l'essor du recours à la peine de mort au Japon et qu'exprime aujourd'hui tout particulièrement le recours à l'« état d'urgence » et aux lois de renforcement de la police en France. La défense et l'explication de l'analyse marxiste de l'Etat, des leçons de Lénine dans *L'Etat et la révolution* sont un enjeu politique de tout premier plan pour le Groupe et ses militants.

Un désarroi politique exacerbé

La marche aux Etats policiers, permettant l'intensification à l'extrême des coups portés au prolétariat, s'engage, alors que les développements de la lutte des classes, la réponse ouvrière à la crise, sont marqués par une insigne faiblesse politique.

Il faut le constater : depuis huit ans, le développement de la crise du capitalisme, la mise en œuvre des contre-réformes qui en découlent ont fait des ravages dans les rangs du prolétariat et de la jeunesse. Les salaires réels ont été largement amputés, parfois jusqu'à 50% dans des pays comme la Grèce. Le droit à la retraite a été reculé de plusieurs années, le montant des pensions amputé, au point de devenir une perspective chimérique pour des masses de travailleurs ; l'accès aux soins a été considérablement réduit, voire liquidé ; l'enseignement public a été profondément dégradé, voire laminé, etc. Le chômage s'est accru dans des proportions considérables.

Pour autant, la réponse ouvrière à la crise est restée limitée – avant tout, par l'existence d'un profond désarroi politique que la crise a encore approfondi, ainsi que par l'état de décomposition (voire d'inexistence dans de nombreux pays) du mouvement ouvrier. Certes, la lutte des classes reste le moteur de l'histoire et d'importantes mobilisations du prolétariat, de la jeunesse se sont engagées ces dernières années : en Chine, des milliers de grèves et manifestations ouvrières ont éclaté ; en Inde, pour la première fois dans l'histoire, des appels à des journées de grève à l'échelle fédérale, rassemblant des millions de travailleurs, ont eu lieu. Jusqu'à l'est de l'Europe, plusieurs gouvernements ont été renversés par l'action des masses (Bulgarie, Roumanie). D'importantes mobilisations sont parties de la jeunesse (Angleterre, Chili, Grèce). Les grèves parties de Marikana en Afrique du Sud, la vague révolutionnaire partie de Tunisie et d'Egypte ont posé des questions politiques au plus haut niveau : du point de vue du prolétariat, aucune réponse positive n'a cependant été fournie.

Le développement de la crise ne peut de lui-même amener le prolétariat à sortir du désarroi politique où l'ont plongé des décennies de défaites. Dès 1922, Trotsky avait été amené à l'expliquer en ces termes : « *l'influence de la crise économique sur le mouvement ouvrier est loin d'être aussi égale que des esprits simplistes sont enclins à l'admettre. L'effet politique — et non seulement sa profondeur mais aussi la tendance — est déterminé par l'ensemble de la situation politique et par les événements qui la précèdent et l'accompagnent. Mais surtout par les luttes, les succès et les insuccès de la classe ouvrière à la veille de la crise. En certains cas une crise peut donner une impulsion*

extraordinaire à l'action révolutionnaire prolétarienne ; en d'autres elle peut le paralyser complètement ; en se prolongeant, en imposant trop de sacrifices aux travailleurs, elle peut même le débiliter profondément. » (Le Flot monte, Œuvres, janvier 1922). La crise actuelle est survenue alors que le prolétariat mondial a subi de plein fouet les conséquences politiques du rétablissement du capitalisme en Russie, que la perspective du socialisme a été effacée des références du mouvement ouvrier par ses dirigeants, que les appareils du mouvement ouvrier ont permis, par leur politique, aux bourgeoisies d'infliger des décennies de reculs à leur prolétariat.

Fait significatif : c'est au sein même des pays capitalistes dits « avancés », là où le mouvement ouvrier dispose encore de l'implantation la plus significative et de l'histoire la plus riche, que la réaction des masses a été la plus faible à ce jour. Les appareils du mouvement ouvrier, dans toutes leurs déclinaisons héritées par les défaites politiques successives du prolétariat (trahison de la II^e et de la III^e Internationales, destruction de la IV^e Internationale, déjà décapitée en 1940 par l'assassinat de Trotsky sur ordre de Staline, par le révisionnisme en 1953) pèsent de tout leur poids, en défense du capitalisme, sur des organisations exsangues où ils jouent le rôle d'obstacles et de repoussoir à toute organisation des masses. Les appareils syndicaux vont aujourd'hui bien au-delà de leur rôle de contrôle des tentatives de combat du prolétariat qu'ils conduisent systématiquement à l'impasse. Ils sont profondément engagés dans la prise en charge des contre-réformes impulsées par les gouvernements bourgeois qui de plus en plus utilisent l'arsenal de la répression policière contre toute action syndicale sur le terrain direct de la lutte de classe. Il s'agit pour les Etats bourgeois de faire pression sur le mouvement ouvrier afin d'amener les appareils syndicaux à prendre en charge encore plus directement et pus ouvertement les contre-réformes, vers l'intégration à l'appareil d'Etat.

Le développement de cette tendance, qui suit le développement des tendances autoritaires de l'impérialisme, ne fait que renforcer la nécessité d'une lutte inconditionnelle pour l'indépendance des organisations syndicales par rapport aux appareils d'Etat, pour la rupture des organisations syndicales avec les gouvernements. L'absence de regroupements militants même réduits, combattant sur l'axe de la révolution prolétarienne au sein du vieux mouvement ouvrier pèse à plein, d'autant plus que la tendance à la recomposition du mouvement ouvrier – nécessairement sur l'axe de la révolution prolétarienne – s'est tarie depuis les années 1980.

Il n'y a pas de « crise finale » du mode de production capitaliste

Jamais le fossé n'a été aussi profond entre les conditions objectives et les conditions subjectives de la révolution prolétarienne : plus que jamais, la crise de la direction du prolétariat résume la situation politique internationale dans son ensemble.

Trotsky écrivait en 1935 : « *Le révolutionnaire prolétarien doit avant tout comprendre que le marxisme, seule théorie scientifique de la révolution prolétarienne, n'a rien de commun avec l'attente fataliste de la "dernière" crise. Le marxisme est par son essence même une direction pour l'action révolutionnaire. Le marxisme n'ignore pas la volonté et le courage, mais les aide à trouver la voie juste.*

Il n'y a aucune crise qui d'elle-même puisse être "mortelle" pour le capitalisme. Les oscillations de la conjoncture créent seulement une situation dans laquelle il sera plus facile ou plus difficile au prolétariat de renverser le capitalisme. Le passage de la société bourgeoise à la société socialiste présuppose l'activité de gens vivants, qui font leur propre histoire. Ils ne la font pas au hasard ni selon leur bon plaisir, mais sous l'influence de causes objectives déterminées. Cependant, leurs propres actions - leur initiative, leur audace, leur dévouement ou, au contraire, leur sottise et leur lâcheté - entrent comme des anneaux nécessaires dans la chaîne du développement historique.

Personne n'a numéroté les crises du capitalisme et n'a indiqué par avance laquelle d'entre elles serait la "dernière". Mais toute notre époque et surtout la crise actuelle dictent impérieusement au prolétariat : Prends le pouvoir! Si, pourtant, le parti ouvrier, malgré des conditions favorables, se révèle incapable de mener le prolétariat à la conquête du pouvoir la vie de la société continuera nécessairement sur les bases capitalistes - jusqu'à une nouvelle crise ou une nouvelle guerre, peut-être jusqu'au complet effondrement de la civilisation européenne. » (Encore une fois, où va la France ?)

Trotsky nous rappelle ainsi l'alternative devant laquelle se trouve la civilisation humaine à savoir : socialisme ou barbarie. Il nous rappelle que le maintien de la domination impérialiste inclut le risque de l'embrasement généralisé, la transformation possible de la guerre locale en guerre générale, de la guerre impérialiste en guerre interimpérialiste. Certes une telle guerre ne constitue pas une menace immédiate. Mais dans de nombreuses régions du globe (mer de Chine, Corée, menaces sur l'Iran, Etat d'Israël, etc.), on voit comment pourraient être allumés les mèches d'un tel embrasement. L'impérialisme, c'est l'époque des guerres et des révolutions. Seule la victoire de la révolution prolétarienne peut prémunir réellement l'humanité du risque d'un tel embrasement.

La seule force à même d'aboutir au renversement du capitalisme, c'est le prolétariat organisé et conscient, organisé en partis et en internationale révolutionnaire. La crise du capitalisme, en elle-même, ne peut conduire à cela – même si Trotsky n'exclut nullement qu'elle débouche sur l' « effondrement de la civilisation européenne ».

Si, sous le feu de la crise, les prolétaires sont amenés à s'engager dans la lutte dans des conditions de dénuement politique extrêmes, ils n'en sont pas moins confrontés d'emblée aux plus grandes questions : celle de l'expropriation du capital, celle du pouvoir, celle du parti ouvrier révolutionnaire nécessaire à la prise du pouvoir.

Egypte : un bilan accablant

Le bilan de la situation révolutionnaire qui a éclaté en Egypte en 2011 est à cet égard, sans doute, le plus significatif. Le renversement de Moubarak, pilier de l' « ordre » impérialiste en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, avait donné la mesure de la puissance sociale du prolétariat égyptien et constitué le point culminant de la vague révolutionnaire initiée en Tunisie.

D'emblée, appuyée sur de puissantes grèves ouvrières, la tentative de reconstruire un mouvement ouvrier avait pris des dimensions significatives à travers la proclamation de « syndicats indépendants » dans de nombreuses fractions du prolétariat. Ces grèves elles-mêmes ont rapidement tendu vers la grève générale. Pourtant, d'emblée, le ver des appareils contre-révolutionnaires était présent dans le fruit du mouvement ouvrier naissant – orientant les mobilisations du prolétariat sur le terrain du « dialogue social » avec la bourgeoisie, les gouvernements égyptiens, l'armée, le respect de la propriété privée largement accaparée par les militaires et par les capitaux provenant des métropoles impérialistes. Les « dirigeants » autoproclamés des « syndicats indépendants » se sont battus contre la grève générale, contre la constitution d'un comité central de grève.

La politique contre-révolutionnaire adoptée d'emblée par les dirigeants des « syndicats indépendants » montre que, moins que jamais, le fétichisme « trade-unioniste » n'est de mise à l'époque impérialiste. D'emblée, les organisations ouvrières naissantes sont confrontées à l'alternative entre révolution prolétarienne et adaptation au capitalisme, qui les conduit inévitablement à l'autodestruction ou à leur intégration au sein de l'Etat bourgeois.

La question du pouvoir a été résolue au détriment des masses dès juin-juillet 2013, lorsque les dirigeants des « syndicats indépendants » et toutes les organisations liées au mouvement ouvrier (jusqu'aux « socialistes-révolutionnaires ») ont accepté de placer la mobilisation des masses contre le gouvernement Morsi, vertébré par les Frères musulmans, sous la tutelle du chef des forces armées, le maréchal Sissi – ce dernier ayant demandé au « peuple » de lui donner « mandat » pour lutter contre le « terrorisme ». La répression sanglante qui s'en est suivie contre les Frères musulmans n'a été que la prémisse d'une répression massive contre le prolétariat lui-même.

La dictature militaire en Egypte est aujourd'hui pleinement rétablie. La relance de Moubarak en donne l'expression achevée. La dure leçon de la révolution avortée en Egypte est qu'il n'y a pas d'issue, pour les masses, en-dehors de la révolution prolétarienne, du combat pour le socialisme.

Les partis ouvriers-bourgeois dans la ligne de mire de la bourgeoisie

Pas d'issue pour les masses en l'absence d'une réponse ouvrière à la question du pouvoir : les principales bourgeoisies en ont pleinement conscience. C'est pourquoi l'offensive pour en finir avec les vieux partis ouvriers-bourgeois de type « social-démocrate » prend aujourd'hui une tournure généralisée, en Europe mais aussi au Brésil. L'éditorial de CPS n°64 l'a indiqué :

« La prise en charge totale par les partis sociaux-démocrates des objectifs de la bourgeoisie dans le cadre de la crise du capitalisme pourrissant ne peut conduire qu'à la liquidation de ces partis. En ce sens, la victoire de Valls aurait représenté un pas de première importance dans cette direction. C'est exactement ce que montre l'exemple grec où le PASOK, qui a pris en charge au gouvernement la totalité des violentes offensives anti-ouvrières exigées par la troïka, et qui est réduit à une influence électorale quasi nulle, est en état de coma dépassé.

C'est dans ce sens que la nouvelle direction du PSOE œuvre, en Espagne, en soutenant le gouvernement du PPE de Rajoy qui continue son offensive meurtrière contre le prolétariat d'Espagne.

Mais cette offensive destructrice, arrivée à son terme en Italie et en Grèce, se heurte ailleurs à une résistance des militants et, au-delà, des travailleurs et de la jeunesse.

En Espagne même, l'orientation de soutien à Rajoy des actuels dirigeants du PSOE se heurte à la volonté de la majorité des militants qui ont exigé la tenue d'un congrès extraordinaire pour remettre en cause cette orientation. La direction Diaz doit se livrer aux pires manœuvres bureaucratiques – allant jusqu'à prétendre interdire toute nouvelle adhésion ! - pour se maintenir.

En Grande-Bretagne, alors que l'appareil blairiste et la majorité des parlementaires du Labour apportaient sur tous les terrains son soutien au gouvernement Tory, des dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes ont adhéré au Labour, et par deux fois en élisant Corbyn, ont cherché à expulser de la direction du Labour les partisans de Blair.

En Allemagne même, le dirigeant Gabriel, qui a fortement affaibli le SPD par la participation au gouvernement de « grande coalition » avec Merkel, a dû renoncer à diriger la prochaine campagne électorale. Et Martin Schulz, le nouveau leader du SPD, est amené à faire campagne en faisant des phrases contre l'« Agenda 2010 », ensemble d'attaques les plus violentes contre les travailleurs allemands initié par le gouvernement Schröder, ancien chef du gouvernement SPD-Verts.

La victoire de Hamon [à la primaire] participe de ce mouvement de résistance à la liquidation des partis sociaux-démocrates ; même si la vérité force à dire qu'il n'a en France pas du tout la même ampleur qu'en Grande-Bretagne, par exemple, pour la raison que le rapport du PS en France au prolétariat est infiniment plus ténu que celui du Labour, en particulier du fait des liens de ce dernier avec le mouvement syndical. »

C'est, précisément, l'existence de déchirements profonds au sein des principales bourgeoisies, se reflétant au sein des partis bourgeois traditionnels, qui rend urgente la marche à la liquidation des PS. Ainsi : ce n'est pas par hasard si c'est en Italie que l'ancien PCI s'est engagé à grande vitesse dans son autoliquidation au sein d'un « Parti démocrate » d'où a pu émerger le « rottamatore » Renzi. L'acuité de la crise politique de la bourgeoisie italienne rendait cette opération indispensable. Ce n'est pas un hasard non plus si, pour l'essentiel, l'offensive contre les partis ouvriers-bourgeois provient des dirigeants de ces partis eux-mêmes : eux appartiennent intégralement à la bourgeoisie, sans nuance. Leurs liens avec les couches supérieures du capital financier stricto sensu sont parfois plus étroits que ceux des partis bourgeois, par définition attachés à la représentation politique de toute leur classe : les carrières de Tony Blair ou de Papandréou en témoignent.

Comme l'indique CPS au sujet de la position du Groupe dans la perspective des élections à venir en France, la marche à la destruction des partis sociaux-démocrates au compte de la bourgeoisie n'est nullement indifférente du point de vue du prolétariat – quoi qu'en pensent les différentes fractions du prolétariat par ailleurs. Ce qui est en cause, c'est la possibilité qui reste offerte aux travailleurs en France, en Angleterre, en Espagne, au Portugal, en Allemagne... de chasser les partis bourgeois et d'élire des majorités parlementaires émanant de leurs partis traditionnels, auxquelles les masses peuvent s'efforcer de dicter leurs revendications (cette possibilité s'est encore récemment exprimée au Portugal à travers la formation d'un gouvernement soutenu par une alliance entre PS, PC et « Bloc des Gauches » en novembre 2015).

Il s'agit s'interdire au prolétariat de formuler toute esquisse de réponse à la question du pouvoir, de l'enfermer dans une impasse politique sans précédent depuis plus d'un siècle.

Bien sûr, le combat pour la construction de POR, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire implique de combattre pour en finir avec les partis sociaux-démocrates, faillis depuis 1914. Mais ce combat revêt la forme rappelée par notre conférence de 2012 :

« Conformément au Programme de transition, la tâche centrale du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'internationale ouvrière révolutionnaire, consiste à affranchir le prolétariat des vieilles directions. Il faut donc pleinement mettre en œuvre la tactique du front unique ouvrier, leur adresser systématiquement la revendication : Rompez avec la bourgeoisie ! Prenez le pouvoir ! »

Le cas du Labour Party

La résistance d'importantes fractions du prolétariat et de la jeunesse en Angleterre revêtent une dimension particulière. La réélection de Corbyn à la tête du Labour Party (v CPS n°63) a pris appui sur l'adhésion de dizaines de milliers de nouveaux membres. Ce mouvement constitue le prolongement d'années de lutte des travailleurs et de la jeunesse britanniques contre les contre-réformes mises en place par les gouvernements vertébrés par le Parti conservateur, à commencer par le mouvement des étudiants anglais de novembre-décembre 2010, qui avait commencé par le saccage du local central des Tories à Londres, avait culminé par la manifestation de dizaines de milliers d'étudiants au Parlement contre la hausse historique des frais d'inscription universitaires, et s'était prolongé par la tentative d'investir l'organisation étudiante NUS (National Union of Students) pour la transformer en un véritable syndicat étudiant. La victoire de Corbyn témoigne de l'aspiration profonde des masses anglaises à chasser les Tories, mais aussi à placer le Labour Party à leur service en y portant leurs propres revendications.

Pas plus que les autres partis « sociaux-démocrates », le Labour Party ne peut être redressé ou transformé en un Parti ouvrier révolutionnaire combattant pour le socialisme. La victoire de Corbyn n'a pas effacé les conséquences des coups portés par Blair à la nature même du Labour, à ses liens avec le mouvement ouvrier. L'appareil parlementaire du

Labour en reste l'appareil dirigeant et dispose de lui à sa guise. Les orientations ou initiatives politiques prises par Corbyn sont systématiquement ignorées ou boycottées dès lors qu'elles contreviennent aux intérêts de la bourgeoisie anglaise. Corbyn lui-même n'a de cesse de rassurer l'appareil blairiste et d'assumer les positions les plus réactionnaires (défense de l'Union européenne, des dépenses militaires de l'impérialisme anglais, soumission aux groupes de pression pro-israéliens dans le Labour...).

Les tentatives d'organisation d'une aile « gauche » au sein du Labour sont contrecarrées dès l'origine. Ainsi, des dizaines de milliers de travailleurs et jeunes avaient cherché à s'organiser au sein du réseau « Momentum », destiné à l'origine à fournir les troupes de campagne de Corbyn : c'est Corbyn lui-même qui est intervenu pour empêcher qu'une conférence de délégués élus dans des assemblées locales n'aboutisse à une véritable structuration militante de ce réseau, dont la direction reste de facto discrétionnaire. Il est inévitable que tout regroupement au sein du Labour qui chercherait à opposer aux dirigeants de ce parti les revendications des masses serait voué, à plus ou moins brève échéance, à l'exclusion. Il n'en est pas moins vrai qu'intervenir au sein du Labour, pour un groupe de militants révolutionnaires, serait aujourd'hui une tâche centrale dans le sens de la construction d'un Parti ouvrier révolutionnaire en Angleterre.

Si Corbyn a été porté par des centaines de milliers de travailleurs et jeunes à la tête du Labour Party, c'est parce que ce dernier a été amené à avancer un certain nombre de perspectives qui rompent avec le cours réactionnaire suivi par l'appareil du parti depuis des décennies : ainsi, le refus de voter en faveur des interventions impérialistes, l'opposition aux ventes d'armes anglaises au Yémen, le rejet des lois et mesures anti-immigrés. La revendication avancée d'une re-nationalisation des chemins de fer a pris dans ce cadre une importance de premier plan : il n'y a aucun doute sur le fait que cette perspective a nourri les grèves qui se sont développées au sein d'une compagnie ferroviaire (Southern) puis se sont étendues à d'autres secteurs totalement ou partiellement privatisés (Postes, aéroports). En février, les travailleurs de Southern rejetaient encore un projet d'« accord » conclu entre la direction de l'entreprise et les dirigeants d'un syndicat (ASLEF).

La situation faite aux travailleurs, à la jeunesse leur apparaît d'autant plus insupportable qu'elle leur semble « anormale » : c'est-à-dire qu'ils ont à l'esprit la perspective d'une solution ouvrière à la crise. L'existence d'une réponse potentielle à la question du pouvoir (un gouvernement du Labour chassant les Tories), de revendications transitoires (re-nationalisation des transports, des services publics) et l'essor des luttes ouvrières vont de pair. C'est contre ce danger que vont se déchaîner les dirigeants du Labour dans la prochaine période, avec l'appui de toute la bourgeoisie anglaise et de ses médias. Il n'est pas écrit que des regroupements, issus en particulier de la jeunesse, ne se constituent pour mener le combat inverse.

Bolivie, Afrique du Sud

Quoiqu'il en soit de l'état de décomposition avancé du vieux mouvement ouvrier, c'est au sein même de ce mouvement que pourront se dégager des forces combattant pour la révolution prolétarienne. Sous la pression des masses, ces organisations peuvent être amenées à renouer avec les points les plus élevés de leur histoire.

En 2013, dans le contexte du combat engagé par les masses boliviennes contre la « réforme » des retraites initiée par le gouvernement de Morales, le congrès de la COB (Confédération ouvrière bolivienne), sous l'impulsion d'un bastion ouvrier (le syndicat des mineurs de Huanuni) changeait de direction et décidait de créer un Parti des travailleurs, non seulement pour s'opposer aux gouvernements d'Evo Morales, mais aussi sur l'axe de l'« *Unité révolutionnaire contre le capitalisme miné et agonisant pour construire une Bolivie socialiste* » (v CPS n°51). Rapidement toutefois, la pression exercée par la bourgeoisie bolivienne, l'Etat bolivien et l'appareil lié au MAS de Morales aboutissait aussi bien à la reprise en mains de la COB qu'à l'enterrement discret du PT.

En décembre 2013, sur fond de puissantes grèves ouvrières initiées par les grèves de mineurs parties de Marikana, un congrès spécial de la NUMSA (syndicat de la métallurgie d'Afrique du Sud) se prononçait pour la rupture avec l'ANC au pouvoir et en faveur de la construction d'un « *mouvement pour le socialisme* » (v CPS n°53). Le X^e congrès qui s'est tenu en décembre 2016 a précisé les termes : « *Les délégués confirment la décision historique du Congrès national spécial de 2013 de mettre fin au soutien donné par le NUMSA à l'ANC et de construire une nouvelle confédération des travailleurs, indépendante et démocratique, et pour cela de développer une politique de front unique ainsi que la construction d'un parti socialiste révolutionnaire.* »

Ce n'est évidemment pas là le fruit d'une transformation « miraculeuse » des dirigeants syndicaux en dirigeants révolutionnaires fougueux et déterminés. Du point de vue des appareils syndicaux de la NUMSA ou de la COB, brandir la perspective d'un parti ouvrier permet précisément de se dégager de la pression exercée par les masses en renvoyant sine die la formulation d'une réponse ouvrière à la question du pouvoir : sitôt « réglés » les problèmes

éprouvés par la lutte des classes, la question de construire un parti ouvrier disparaît opportunément de l'ordre du jour. C'est ainsi que l'issue du combat des masses boliviennes contre la « réforme » des retraites organisée par Morales a scellé, au moins pour un temps, le sort du Parti des travailleurs de Bolivie. La direction de la NUMSA ne procède pas autrement, qui tout en affirmant s'engager dans la construction d'un « mouvement pour le socialisme » avec des méthodes d'appareil et de laboratoire, tout en prétendant se faire le champion du « front unique », tourne le dos aux autres syndicats de la COSATU et cherche à constituer une « nouvelle confédération indépendante et démocratique » avec des syndicats « chrétiens » ultrarévolutionnaires.

Sans la moindre illusion sur la nature des appareils syndicaux – qu'il reviendra aux masses de balayer au profit d'une direction révolutionnaire –, le fait que la référence au socialisme resurgisse du sein même d'organisations syndicales est significatif. Il traduit le fait qu'au-delà des appareils syndicaux et faisant pression sur ces derniers, les masses peuvent être amenées, face aux conséquences de la crise qui les confrontent à des questions vitales, à s'engager dans la recherche d'une issue politique et, pour ce faire, à renouer avec les points les plus élevés, même anciens, de leur histoire. Ce faisant, il n'est pas même exclu que des noyaux militants, intellectuels liés au prolétariat aillent jusqu'à réclamer leur « droit d'inventaire » sur les bilans des combats passés et cherchent à renouer avec le marxisme, avec la perspective révolutionnaire. C'est en s'inscrivant dans de tels processus que pourront être dégagés les éléments de construction de Partis ouvriers révolutionnaires et de l'Internationale ouvrière révolutionnaire.

La question des revendications transitoires

Combat pour le pouvoir, pour un gouvernement ouvrier ; revendications transitoires, supposant de porter le fer dans la sacro-sainte propriété privée des moyens de production ; développement de la lutte des classes vont de pair. (Noter que la propagande sur la question du pouvoir ne doit pas délaissier les mots d'ordre transitoires que sont, par exemple : Etats-Unis socialistes d'Europe, Etats-Unis socialistes du Maghreb, fédération socialiste du Moyen-Orient, fédération socialiste des Caraïbes..., république en Espagne, ainsi que la question de l'indépendance nationale du point de vue des pays dominés et du point de vue des pays impérialistes.)

En raison de la destruction de la IV^e Internationale, de l'échec du combat pour sa reconstruction et surtout des conséquences du rétablissement du capitalisme en Russie, le Comité, puis le Groupe cherchent à faire fond sur les luttes spontanées que le prolétariat est inévitablement amené à engager en réactions aux attaques toujours plus violentes que les bourgeoisies sont amenées à lancer contre ses acquis et ses conditions d'existence, voire de subsistance les plus élémentaires. Il s'agit d'intervenir au sein du prolétariat tel qu'il est, du mouvement ouvrier tel qu'il est pour éclairer l'expérience d'éléments avancés au sein du prolétariat et contribuer ainsi au combat pour la construction de POR et de l'IOR.

Il n'en est pas moins vrai que la crise historique de l'humanité se résume, plus que jamais, à la crise de sa direction révolutionnaire. Sans perspective et sans direction révolutionnaires, même les luttes les plus grandioses du prolétariat sont vouées à un échec rapide. La nécessité de revendications transitoires permettant la maturation politique et le mouvement vers l'organisation du prolétariat, de la jeunesse, nous est indiquée par certains développements de la lutte de classes elle-même.

C'est ainsi en lien avec la revendication d'une éducation gratuite pour tous que les mobilisations de la jeunesse ont ces dernières années connu leur développement le plus intense : au Chili, avec des réfractaires au sein de la confédération étudiante CONFECH ; au Québec, avec l'émergence d'une nouvelle organisation syndicale étudiante, jusque-là marginale, l'ASSE ; en Angleterre, du changement de direction de l'organisation étudiante NUS jusqu'à l'adhésion massive au Labour Party ; en Afrique du Sud, où la jeunesse étudiante noire a pris appui sur les puissantes luttes ouvrières de ces dernières années.

En Bolivie, en Afrique du Sud, des revendications telles que l'annulation de la dette ou l'expropriation des mines ont affleuré – même embrouillées par les dirigeants de la NUMSA par la référence à la « Charte des Libertés » rédigée par les staliniens contre le socialisme.

En Angleterre même, on a vu que la perspective d'une re-nationalisation des chemins de fer jouait un rôle essentiel dans le développement d'importantes grèves.

Dans de nombreux pays, les travailleurs ont vu disparaître en un temps relativement bref des acquis essentiels tels que l'enseignement public et gratuit, l'accès au soin, les garanties associées au droit du travail, etc. L'aspiration à retrouver ces acquis existe parce qu'elle est vitale – en particulier pour la jeunesse. Dans bien des cas, en regard de ce qui a d'ores et déjà été perdu, la simple exigence de retrait d'une contre-réforme apparaît aux masses comme insuffisante dès lors qu'elle n'est pas associée à une perspective plus large, celle de la reconquête des acquis. Les appareils sont

contraints d'en tenir compte et d'y répondre en brandissant des légendes passéistes : renouer avec « l'esprit du Conseil National de la Résistance » en France, avec la « charte des Libertés » en Afrique du Sud, avec la « démocratie », etc.

Il s'agit de développer et d'œuvrer à populariser des revendications transitoires afin d'orienter le regard des travailleurs et de la jeunesse, non pas en arrière, vers un passé mythique du capitalisme et de la collaboration de classes, mais en avant vers le socialisme.

Dans une situation marquée par la promotion des idées les plus réactionnaires par les dirigeants du mouvement ouvrier, par la destruction de la IV^e Internationale, notre Groupe ne peut prétendre populariser à une échelle de masse les revendications transitoires inspirées du *Programme de transition*. Pourtant, à une échelle de propagande, la promotion de ces revendications est indispensable à la construction du Groupe.

Parti ouvrier et POR, quelques précisions nécessaires

Malgré l'ouverture d'une période de réaction, le rapport international *Une Nouvelle Perspective* adopté par le Comité de Stéphane Just en 1997 a été amené à constater la possibilité que la construction de nouveaux partis ouvriers soit mise à l'ordre du jour (c'était le cas en 1996 aux Etats-Unis, où la bureaucratie syndicale s'est vite chargée de liquider l'affaire) : « *Il existe d'autres prolétariats pour qui la construction d'un parti ouvrier est une question centrale (c'est le cas, notamment, des prolétariats algérien, coréen, mexicain et palestinien). Mais un tel parti ouvrier a besoin d'un programme permettant en particulier de poser et de résoudre la question du pouvoir. Pour impulser et préciser à chaque moment ce programme, pour permettre à un tel parti ouvrier de jouer pleinement son rôle, il faut une avant-garde organisée sur le programme de la révolution prolétarienne : le combat pour un Parti Ouvrier Révolutionnaire ; le combat pour le Parti Ouvrier n'a de sens que comme transition, dans la perspective de la construction du P.O.R.* »

Un parti comme le PT brésilien, rappelons-le, s'est constitué en référence au socialisme, dans le prolongement du combat révolutionnaire des masses brésiliennes, dans la période antérieure au rétablissement du capitalisme en Russie et alors qu'une avant-garde se référant au trotskisme intervenait dans ce processus : la dégénérescence somme toute rapide de ce parti consacre une victoire en son sein de la bureaucratie contre-révolutionnaire, aggravée par la capitulation des trotskistes (dégénérescence du PCI et du regroupement international qui lui était lié). Au Brésil comme ailleurs, la tendance à la décomposition du mouvement ouvrier pèse à plein depuis des années, accentuée par l'accession au pouvoir du PT, et son caractère ouvrier est en jeu.

Au Mexique, une autre expérience a démontré le rôle que les appareils assignent au « parti ouvrier » : en 2009, le syndicat des travailleurs de l'électricité SME, confronté à la privatisation de l'entreprise électrique Luz y Fuerza del Centro, au licenciement consécutif de dizaines de milliers de travailleurs (une situation mettant en cause l'existence du syndicat lui-même et donc, la survie de l'appareil), a appelé à la constitution d'un parti ouvrier. Ce parti a été proclamé en 2011 sous une dénomination et un programme qui édulcoraient dès l'origine sa nature sociale : l'Organisation politique du Peuple et des Travailleurs (OPT) « *pour la libération nationale et l'émancipation sociale* ». Rapidement, la principale préoccupation des dirigeants de ce parti, issu de l'appareil syndical, faisant état d'une « crise » dans le parti, a été d'en expulser les éléments « *de filiation trotskiste* » qui s'y référaient au « socialisme », pourtant sous une forme frelatée. Au-delà du combat de l'appareil syndical pour se sauver lui-même à travers le « rachat » d'une partie des sites privatisés, l'activité de masse de l'OPT stricto sensu semble nulle. Dès 2015, 28000 des 44000 adhérents du syndicat SME avaient d'ores et déjà rendu leur carte.

Promu avec des méthodes d'appareil, le « parti ouvrier » apparaît comme un recours permettant aux appareils de renvoyer à une échéance lointaine la résolution de la question du pouvoir. En définitive, la construction du « parti ouvrier » s'étiole d'autant plus rapidement que les masses ont été conduites à la défaite. Il s'ensuit que combattre pour la construction du POR suppose de mener ce combat en lien avec les développements de la lutte des classes – et au besoin d'exiger des organisations syndicales unies, du front unique ouvrier qu'ils prennent eux-mêmes le pouvoir, sans attendre.

La question de la rupture des organisations syndicales avec les gouvernements au service de la bourgeoisie (ou soumis à l'impérialisme) doit être appréhendée de la même manière. La rupture des syndicats avec les gouvernements bourgeois est une revendication juste et incontournable, mais elle prend tout son sens dans la voie qui conduit à la mise en place d'un gouvernement ouvrier et à la construction du POR.

La question de « construire un parti ouvrier » a également pu être posée, de manière totalement fallacieuse, par diverses organisations issues de la destruction de la IV^e Internationale ou d'autres forces d' « extrême gauche ». Ainsi en Egypte, une fraction des « socialistes-révolutionnaires » s'était-elle engagée dans la construction d'un pseudo « Parti démocratique des travailleurs », tentant de capter une partie des « syndicats indépendants » sur la base d'un programme minimum (augmentation des salaires, droit de grève, etc.). En Tunisie, les dirigeants de l'ex-PCOT ont rebaptisé

bureaucratiquement leur parti « Parti des travailleurs », alors même que leur premier congrès ouvert, après la chute de Ben Ali, avait rejeté ce changement de nom. De tels partis ne sont en rien des partis ouvriers et servent en tout premier lieu à liquider l'encombrante référence au « socialisme » ou au « communisme » des forces qui s'y engagent. Sitôt créés, ils s'effacent par ailleurs au sein de « front unis » sans rivages, liquidant toute possibilité d'une expression politique de la classe ouvrière. Mais ils remplissent aussi le rôle d'obstacle à ce que la question de construire un véritable parti ouvrier se pose à une échelle de masse.

A contrario de cette orientation, des militants révolutionnaires devraient combattre pour que le « parti ouvrier » se constitue sur un programme révolutionnaire, pour que ce parti fasse siennes les revendications transitoires vers le socialisme.

L'ensemble de l'activité du Groupe, de ses militants, doit être cadrée par la citation de Lénine qui figure sur notre bulletin : « *On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme* ».

Quelques conclusions générales

Décidément, la première caractéristique du moment actuel est que le développement de la crise exacerbe tous les traits réactionnaires de la période de réaction ouverte par la restauration du capitalisme en Russie et dans les pays de l'ex-URSS. Nulle part le prolétariat n'a à ce stade trouvé les ressources pour amorcer la recomposition du mouvement ouvrier sur l'axe de la révolution prolétarienne. Toutes les expériences abordées dans ce rapport montrent qu'il n'y a pas d'alternative.

Ce qui s'est passé en Bolivie et ce qui se passe en Afrique du Sud montre toutefois que les développements de la crise amènent des fractions du prolétariat à se poser des questions politiques à un niveau plus élevé qu'auparavant. Ce qui s'est passé dans ces pays peut se passer ailleurs. Du reste, les développements politiques en Afrique du Sud doivent requérir toute notre attention et *CPS* aura à y revenir.

Le fait que des éléments d'avant-garde au sein des syndicats aient cherché, même brièvement et dans la confusion, à se réapproprier les acquis politiques des générations antérieures (thèses de Pulacayo en Bolivie, combats de la FOSATU sur un terrain proche de la révolution permanente en Afrique du Sud) nous confirme par ailleurs que la possibilité existe qu'en dehors de notre Groupe, la tendance à la recomposition du mouvement ouvrier puisse se réaffirmer. Une des tâches que notre Groupe doit s'assigner est de chercher, dans la mesure de ses moyens et possibilités, à nouer des liens avec de tels éléments d'avant-garde.

Mais il est tout aussi certain que la construction du POR et de l'IOR ne s'engagera pas spontanément, comme un prolongement « naturel » des luttes de classe du prolétariat. En ce sens, la défense et la construction du Groupe, son armement politique et théorique, par l'intervention dans la lutte des classes, par l'analyse méthodique des développements de la situation politique, par le développement d'un travail de propagande et par la volonté permanente de se réapproprier les acquis du marxisme, sont absolument nécessaires.